



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1992/49  
22 janvier 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-huitième session  
Point 19 de l'ordre du jour provisoire

**SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME**

Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, y compris  
le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique  
dans le domaine des droits de l'homme

Rapport du Secrétaire général

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction .....	1 - 6	1
I. PRINCIPES DIRECTEURS ET PRATIQUE .....	7 - 35	3
A. Mandats .....	7 - 13	3
B. Activités .....	14 - 18	5
C. Distinction entre les activités financées par le budget ordinaire et les activités financées par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme .....	19	8
D. Méthodes de travail .....	20	8
E. Coordination des activités avec les organes de l'ONU, les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales .....	21 - 34	9
F. Coopération avec des organisations non gouvernementales .....	35	14

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II. APPLICATION DU PROGRAMME DE SERVICES CONSULTATIFS ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME POUR CE QUI EST DES ACTIVITES FINANCEES AU TITRE DU BUDGET ORDINAIRE .....	36 - 80	14
A. Séminaires, ateliers et stages de formation .....	36 - 61	14
B. Programme de bourses .....	62 - 74	20
C. Programme de stages pour 1991 .....	75 - 76	22
D. Services consultatifs d'experts .....	77 - 80	23
III. FONCTIONNEMENT ET GESTION DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME .....	81 - 169	24
A. Politique et pratique .....	82 - 85	25
B. Gestion des projets .....	86 - 91	26
C. Mise au point d'une politique .....	92 - 93	27
D. Activités financées par le Fonds de contributions volontaires en 1991 .....	94 - 169	28
IV. ACTIVITES FUTURES .....	170 - 171	46

Annexes

I. ONU : Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme : utilisation durant l'année 1991; engagements afférents à des projets en 1991 .....	52
II. Contributions au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme au 31 décembre 1991 .....	55

### Introduction

1. A sa quarante-septième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1991/50 sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Dans cette résolution, la Commission, après avoir pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1991/55), s'est félicitée du nombre croissant de demandes de soutien et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme présentées par les gouvernements, a réaffirmé que le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme devait continuer à aider concrètement les Etats qui en indiquaient le besoin à appliquer les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, a recommandé au Secrétaire général de veiller à ce que les services d'experts fournis et les activités menées pour aider les gouvernements à mettre en place les infrastructures voulues afin de répondre aux normes internationales en matière de droits de l'homme continuent à augmenter, et a prié le Secrétaire général de prévoir d'urgence une augmentation de ressources humaines et financières en vue de l'élargissement des services consultatifs, au titre notamment du chapitre 24, relatif à la coopération technique, du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, afin de répondre à l'accroissement de la demande afférente à cet important moyen de renforcer l'esprit des droits de l'homme dans le monde. La Commission a également prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue d'élaborer un plan à moyen terme pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, d'intensifier encore parmi les organismes des Nations Unies, la coordination des activités liées à l'offre de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, d'étudier encore plus à fond les possibilités offertes par la coopération entre le Centre pour les droits de l'homme et les organismes des Nations Unies, comme le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge, pour mettre au point des stratégies tendant à la mise en place ou au renforcement d'infrastructures nationales et régionales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la planification, l'exécution et l'évaluation de projets spécifiques. La Commission s'est félicitée des efforts déployés par le Secrétaire général pour assurer une étroite coordination entre les activités du programme ordinaire et celles du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, tout en établissant une distinction nette entre les activités financées par le budget ordinaire et les projets financés par le Fonds de contributions volontaires.

2. Enfin, la Commission a noté avec satisfaction la coopération entre le Centre pour les droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement et a encouragé les responsables de ces deux organismes à renforcer encore la coordination et la coopération qui existaient entre eux, a invité les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, tels que les comités établis en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'enfant, à faire des suggestions et des propositions pour l'application du programme de services consultatifs et a prié ses rapporteurs et représentants spéciaux, ainsi que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, d'informer les gouvernements, selon qu'il conviendrait, de la possibilité qui leur était

offerte de bénéficier des services prévus au titre du programme de services consultatifs et d'inclure dans leurs recommandations, selon que de besoin, des propositions concernant des projets spécifiques à réaliser dans le cadre du programme de services consultatifs.

3. A la même session, la Commission a également adopté la résolution 1991/49 sur le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Dans cette résolution, elle a souligné que l'objectif du Fonds de contributions volontaires était de fournir un appui financier à la coopération internationale destinée à mettre en place et à renforcer les institutions et infrastructures nationales et régionales qui auraient pour effet d'améliorer à long terme l'application des conventions internationales et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies, par les institutions spécialisées ou par les organisations régionales, a prié le Secrétaire général de continuer à élaborer des programmes polyvalents de services consultatifs et de coopération technique, en maintenant une nette distinction entre les projets de coopération technique financés par le Fonds de contributions volontaires et les autres activités, telles que séminaires, bourses et diffusion de documentation, appelées à être financées par le budget ordinaire de l'ONU et a encouragé le Secrétaire général et le Centre pour les droits de l'homme à participer activement à la formulation de projets de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, en étroite consultation avec les gouvernements intéressés et en tenant compte des suggestions pertinentes formulées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, par les rapporteurs spéciaux et par les organisations non gouvernementales, à prêter l'attention voulue aux besoins particuliers des pays en développement de toutes les régions et à explorer toutes les possibilités que pouvait offrir la coopération entre les institutions spécialisées compétentes et le Centre pour les droits de l'homme. La Commission a aussi prié le Secrétaire général de porter régulièrement à l'attention de tous les gouvernements et des organes des droits de l'homme compétents les possibilités qui existaient, au titre du Fonds de contributions volontaires, d'apporter une coopération technique aux gouvernements qui le demandaient et d'assurer la transparence concernant les critères appliqués et les règles à suivre pour la mise en oeuvre de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Dans la même résolution, la Commission a encouragé les gouvernements qui étaient intéressés par la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme à avoir recours au Fonds de contributions volontaires, à établir des contacts et à coopérer avec les organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme pour la formulation et la mise en oeuvre des programmes financés par le Fonds de contributions volontaires.

4. A la même session, la Commission a également adopté les résolutions ci-après en ce qui concerne le programme de services consultatifs et d'assistance technique : i) la résolution 1991/51 sur l'assistance au Guatemala dans le domaine des droits de l'homme; ii) la résolution 1991/77 relative à la situation des droits de l'homme en Haïti; et iii) la résolution 1991/80 sur la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale. On trouvera des renseignements sur l'application de ces résolutions dans les documents E/CN.4/1992/5, E/CN.4/1992/50 et E/CN.4/1992/51, ainsi que dans les paragraphes 78 à 80 du présent document.

5. Il convient aussi de rappeler que la Commission a mis l'accent sur les possibilités du programme de services consultatifs et d'assistance technique dans un certain nombre de résolutions, notamment la résolution 1991/16 sur l'état des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la résolution 1991/18 sur la question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels, la résolution 1991/30 sur la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la résolution 1991/38 sur le rapport du Rapporteur spécial sur la torture et la résolution 1991/69 sur la situation des droits de l'homme en Roumanie. On notera que depuis 1988, aux résolutions adoptées par la Commission sur les services consultatifs et l'assistance technique, sont venues s'en adjoindre d'autres, toujours plus nombreuses, adoptées par d'autres organes de l'ONU influant sur la politique à suivre dans le domaine des droits de l'homme.

6. Au paragraphe 16 de la résolution 1991/50, la Commission a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à sa quarante-huitième session sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Au paragraphe 14 de la résolution 1991/49, la Commission a en outre prié le Secrétaire général de lui faire rapport chaque année sur le fonctionnement et la gestion du Fonds de contributions volontaires, dans une partie distincte de son rapport annuel sur les services consultatifs et la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Le présent rapport est soumis en application des deux résolutions susmentionnées.

## I. PRINCIPES DIRECTEURS ET PRATIQUE

### A. Mandats

7. Le programme de services consultatifs de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme a été établi conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1955, qui autorisait le Secrétaire général à prendre les dispositions appropriées pour fournir aux gouvernements qui le demanderaient, et en collaboration, le cas échéant, avec les institutions spécialisées, les formes d'assistance suivantes dans le domaine des droits de l'homme : i) services consultatifs d'experts; ii) bourses d'études et de perfectionnement; et iii) cycles d'études. Des cours de formation régionaux et nationaux ont été ajoutés au programme en 1967 et en 1986 respectivement.

8. Le programme de services consultatifs et d'assistance technique, tel qu'il est financé tant par le budget ordinaire que par le Fonds de contributions volontaires, complète les autres éléments du programme exécuté par l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Les objectifs du programme de services consultatifs et d'assistance technique, qui s'inscrit dans le cadre du programme général susdit, sont décrits dans le plan à moyen terme qui a été présenté à la Commission en 1988. Cette année-là, la Commission a approuvé le canevas de plan à moyen terme présenté par le Secrétaire général concernant les services consultatifs et l'assistance technique (E/CN.4/1988/40). Ce plan à moyen terme visait à :

a) faire progresser la connaissance et la compréhension des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme et de leur contenu normatif, pour qu'elles soient plus largement appliquées;

b) faciliter la mise en oeuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; et

c) fournir une assistance technique aux gouvernements pour la création et la mise en place des structures nationales de promotion et de protection des normes internationalement reconnues dans le domaine des droits de l'homme.

9. Le programme de services consultatifs et d'assistance technique est lié aux autres éléments du programme exécuté par l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Les services consultatifs et les activités de coopération technique viennent en aide aux gouvernements et peuvent apporter un complément aux activités de surveillance et d'enquête du programme relatif aux droits de l'homme mais ne peuvent, en aucun cas, s'y substituer. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans des rapports antérieurs sur la question, la fourniture de services consultatifs et d'une assistance technique ne diminue en rien l'obligation qui incomberait à un gouvernement de rendre compte de la situation des droits de l'homme, dans son pays, ni ne peut le soustraire, le cas échéant, à la surveillance qui est prévue dans les diverses procédures établies par l'Organisation des Nations Unies. En réalité, les rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme ont une action parallèle aux projets de services consultatifs et d'assistance technique.

10. Le 16 novembre 1987, le Secrétaire général a créé, en application de la résolution 1987/38 de la Commission des droits de l'homme et de la décision 1987/147 du Conseil économique et social, le Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, dans le but de fournir un appui financier supplémentaire pour les activités pratiques axées sur l'application de conventions internationales et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'ONU, par les institutions spécialisées des Nations Unies ou par des organisations régionales.

11. D'après les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme, les activités pratiques financées par le Fonds de contributions volontaires incluent :

a) un appui à la coopération internationale destinée à mettre en place et à renforcer des institutions et infrastructures nationales et régionales qui auront pour effet d'améliorer à long terme l'application des conventions internationales et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies, par les institutions spécialisées ou par les organisations régionales (résolution 1991/49, par. 4);

b) une assistance technique et spécialisée aux gouvernements afin que soient mises en place et développées les infrastructures nécessaires au respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme (résolution 1990/59 par. 5);

c) des projets et des programmes pouvant jouer un rôle de catalyseur dans l'application effective des normes internationales reconnues en matière de droits de l'homme (résolution 1990/59, par. 7).

12. Le Secrétaire général porte régulièrement à l'attention des Etats Membres les possibilités qui existent à l'Organisation des Nations Unies, en particulier au titre du Fonds de contributions volontaires, d'apporter des services consultatifs et une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme aux gouvernements qui le demandent, conformément, pour la période la plus récente, aux résolutions 1991/49 et 1991/50 de la Commission. Ainsi, la Commission a encouragé les gouvernements, dans sa résolution 1991/49, à établir des contacts et à coopérer avec les organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme pour la mise en oeuvre des programmes financés par le Fonds de contributions volontaires. A cet effet, une liste donnant des exemples de services que l'ONU peut fournir, dans le cadre du programme de services consultatifs et d'assistance technique, a été communiquée aux Etats Membres.

13. En outre, l'Assemblée générale, dans la résolution 46/124 sur les organismes nationaux de protection et de promotion des droits de l'homme qu'elle a adoptée le 17 décembre 1991, a demandé au Centre pour les droits de l'homme de poursuivre ses efforts visant à renforcer la coopération entre l'ONU et les organismes nationaux et régionaux, portant notamment sur les services consultatifs et l'assistance technique, l'information et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et de créer, à la demande des Etats intéressés, des centres de l'ONU spécialisés dans la documentation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, en se fondant pour ce faire sur les procédures mises en place régissant l'utilisation des ressources du Fonds de contributions volontaires. L'Assemblée a aussi demandé au Secrétaire général de répondre favorablement aux Etats Membres qui demandent de l'aide pour créer ou renforcer des organismes nationaux de protection et de promotion des droits de l'homme, dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que des centres nationaux de documentation et de formation dans le domaine des droits de l'homme.

#### B. Activités

14. Le Centre axe son programme global de services consultatifs et d'assistance technique sur les projets visant à mettre sur pied ou à renforcer les infrastructures nationales, à encourager des réformes constitutionnelles et juridiques, le développement de la démocratie, la diffusion de l'information, les activités de formation, et à renforcer les mécanismes judiciaires.

14 bis. Le Centre pour les droits de l'homme est en outre en train d'élaborer un vaste programme d'information, d'éducation et de formation dans le domaine des droits de l'homme, pour le Cambodge. Certains éléments du programme seront exécutés par l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), mais le Centre pour les droits de l'homme mettra en place des projets et des activités de longue durée, en coopération avec les services compétents du secrétariat et des organismes des Nations Unies. Un fonds d'affectation spéciale a été créé au sein du Fonds de contributions volontaires pour le programme cambodgien relatif aux droits de l'homme. Une première contribution a été versée par la Suède, et la France a mis des services d'experts des droits de l'homme gratuitement à la disposition de l'ONU.

15. Le Centre a entrepris récemment l'exécution d'un certain nombre de projets relatifs à des réformes constitutionnelles, à la création d'organismes et au développement de la démocratie. On s'attend que ce type d'assistance va prendre de plus en plus d'importance dans un avenir proche car on se rend compte davantage aujourd'hui du rapport qui existe entre les droits de l'homme, la participation de la population et la démocratie d'une part, et le développement durable, d'autre part. A cet égard, il convient de noter que le Centre, en coopération avec le Gouvernement chilien, a organisé en décembre 1991, à Santiago, un séminaire latino-américain sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement économique et social, lors duquel ces questions ont été largement débattues. Depuis 1988, date à laquelle le Centre a organisé pour la première fois un séminaire sur les droits de l'homme à Moscou pour les pays d'Europe orientale et centrale, les services consultatifs et les activités en matière d'assistance technique ont été essentiellement axés sur le processus de démocratisation, qui est particulièrement tangible dans ces pays; le Centre aide notamment les pays à rédiger de nouvelles constitutions démocratiques, à mettre en place une infrastructure nationale pour la défense des droits de l'homme; il fournit des avis d'experts pour l'organisation d'élections libres et justes, et l'élaboration de textes législatifs, conformément aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Le Centre a soutenu activement le processus de réforme constitutionnelle et législative en Bulgarie, en Mongolie, au Paraguay, en Roumanie et, dans une certaine mesure, en Afrique du Sud aussi. En ce qui concerne la mise en place d'une base institutionnelle, les activités ont porté notamment sur le renforcement de l'infrastructure existante en Europe centrale et s'occupant d'information et de formation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que sur la création de centres pour les droits de l'homme en Afrique et en Amérique latine. Une aide juridique et technique en vue de l'organisation d'élections démocratiques a été fournie à l'Albanie, à la Bulgarie, au Lesotho et à la Roumanie.

16. Le renforcement de l'administration de la justice est un élément important de la stratégie globale d'amélioration de la défense des droits de l'homme. En effet, pour pouvoir jouir de leurs droits individuels, les individus ont besoin d'être protégés par un système juridique qui fonctionne. L'infrastructure de base dans le domaine des droits de l'homme nécessite la mise en place et le maintien d'un système de protection juridique efficace et d'un dispositif de règlement pacifique des conflits entre particuliers et groupes. Des efforts à long terme seront nécessaires pour instaurer une situation dans laquelle la primauté du droit garantisse aux individus la jouissance de tous les droits de l'homme. Pour que ces efforts soient efficaces, il faudra que les gouvernements intéressés y consacrent des ressources importantes et que les organismes de coopération multilatérale pour le développement fournissent contributions et assistance. Le Centre a l'intention de développer sa capacité d'aider les gouvernements intéressés à établir des plans à long terme visant à la mise en oeuvre d'un effort bien structuré pour améliorer l'infrastructure juridique pour la protection des citoyens. Ces plans incluraient un certain nombre de projets ou de programmes distincts pour lesquels le soutien de différents donateurs pourrait être sollicité. Les sommes requises pour mettre en oeuvre des projets et des programmes de ce type dépasseraient sans nul doute les ressources actuelles



du programme de services consultatifs et d'assistance technique. Néanmoins, le Centre pourrait déjà jouer un rôle utile en proposant des plans à long terme types, en constituant un réseau de particuliers et d'organismes bien informés dans ce domaine, en développant la coopération entre les organismes des Nations Unies concernés et en rassemblant et diffusant des données d'expérience sur les mesures réalistes et rentables qui permettent d'accroître la protection juridique et la primauté du droit.

17. Dans de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, il est fait référence à l'assistance technique comme étant un moyen de réaliser les droits reconnus dans lesdits instruments. Par exemple, d'après l'article 22 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Etats parties peuvent définir dans leurs rapports les besoins qui sont les leurs en matière d'assistance technique. Dans sa résolution 1991/18, la Commission des droits de l'homme a souscrit à l'idée exprimée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels selon laquelle il faudrait que, dans le cadre des programmes de services consultatifs et d'assistance technique, une série de séminaires nationaux soit organisée afin de mieux faire comprendre le Pacte. Conformément à l'alinéa b) de l'article 45 de la Convention relative aux droits de l'enfant, entrée en vigueur le 2 septembre 1991, le Comité des droits de l'enfant transmet, s'il le juge nécessaire, aux institutions spécialisées, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et aux autres organismes compétents tout rapport des Etats parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagné, le cas échéant, des observations et suggestions du Comité touchant ladite demande ou indication. A cet égard, le Comité des droits de l'enfant a prié le Secrétaire général, dans sa recommandation 2 (voir CRC/C/7), de renforcer, entre autres, dans le cadre du programme de services consultatifs et d'assistance technique du Centre pour les droits de l'homme, les activités de formation relatives à l'application de la Convention et d'envisager d'organiser des séminaires et ateliers nationaux pour assurer la formation des personnes chargées de rédiger les rapports des Etats parties de façon que ces rapports soient établis conformément aux directives. Le Comité a ajouté que les Etats parties devraient être informés de la nature de ce programme concernant l'application de la Convention.

18. En outre, d'autres organes conventionnels créés en vertu d'instruments internationaux continuent, en examinant les rapports soumis par les Etats parties, d'appeler l'attention des gouvernements sur les possibilités d'assistance technique auxquelles ils peuvent faire appel pour appliquer les normes pertinentes en matière de droits de l'homme et satisfaire à leurs obligations en matière de rapports. A maintes reprises, le Comité des droits de l'homme et d'autres organes conventionnels ont recommandé aux gouvernements de recourir au programme de services consultatifs et d'assistance technique. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, par exemple, a exprimé l'avis, dans sa recommandation générale X (voir A/46/18), que des cours de formation et des ateliers organisés au niveau national pourraient être d'une aide inestimable aux responsables de la rédaction des rapports d'Etats parties et a prié le Secrétaire général d'organiser, en consultation avec les Etats parties concernés, des cours de formation et des ateliers appropriés au niveau national pour les responsables de la rédaction de ces rapports. Conformément à une recommandation faite par ce comité, le Centre élabore actuellement un projet pour aider le Gouvernement ivoirien à rédiger ses rapports.

C. Distinction entre les activités financées par le budget ordinaire et les activités financées par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme

19. Au paragraphe 5 de la résolution 1991/49, la Commission a prié le Secrétaire général de continuer à élaborer des programmes polyvalents de services consultatifs et de coopération technique, en maintenant une nette distinction entre les projets de coopération technique financés par le Fonds de contributions volontaires et les autres activités, telles que séminaires, bourses et diffusion de documentation, appelées à être financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou dans le cadre de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme. Les activités financées au titre du programme ordinaire et celles qui sont financées par le Fonds de contributions volontaires relèvent d'un programme complet de services consultatifs et d'assistance technique. Le Secrétaire général veille à ce que ces deux catégories d'activités soient étroitement coordonnées. Le budget ordinaire sert à financer les activités demandées par des organes directeurs de l'ONU : le Programme ordinaire de bourses, la tenue de séminaires internationaux ou régionaux sur les droits de l'homme, et des missions consultatives d'experts. Il sert aussi à organiser des cours de formation nationaux et régionaux et à fournir des avis d'experts aux gouvernements qui en font la demande. Ces avis d'experts leur servent en particulier à établir les rapports initiaux et périodiques qu'ils doivent présenter aux organes d'experts conventionnels, à élaborer les lois constitutionnelles ou électorales ou à modifier celles qui existent ou pour toute autre tâche du domaine législatif. Ainsi qu'il est mentionné dans le précédent rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1991/55), le Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme fournit un appui financier supplémentaire pour la réalisation d'activités pratiques axées sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'ONU, par les institutions spécialisées ou par des organisations régionales. Les ressources du Fonds sont utilisées pour financer des activités visant à créer ou à renforcer des institutions nationales ou régionales et qui peuvent, à moyen terme, servir de catalyseur pour développer et renforcer les institutions régionales ou les infrastructures nationales nécessaires à la promotion et à la défense des droits de l'homme. On continuera d'avoir recours aux activités de formation et autres activités d'appui pour créer des institutions et donner une application aussi large que possible aux instruments relatifs aux droits de l'homme. Sauf lorsqu'elles sont englobées dans un "programme par pays", ces activités seront financées au titre du budget ordinaire (chap. 24). Ainsi, tout en tenant compte des liens essentiels d'interdépendance qui unissent les diverses activités, on fera une nette distinction entre les projets de coopération technique financés par le Fonds de contributions volontaires et les activités du programme ordinaire de services consultatifs.

D. Méthodes de travail

20. Comme il a déjà été indiqué dans le rapport (E/CN.4/1991/55) que le Secrétaire général a présenté à la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-septième session, un groupe consultatif a été créé en vue d'aider le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme à examiner les demandes présentées par les gouvernements au sujet de projets d'assistance technique

qui doivent être financés grâce au Fonds. Ce groupe comprend les chefs de toutes les sections et de l'unité administrative du Centre pour les droits de l'homme. Il se réunit régulièrement pour examiner les demandes et identifier les projets. Il bénéficie de consultations avec les pays donateurs et d'autres pays intéressés et des activités normales de coordination interinstitutions et de coopération avec les autres organes ou organismes compétents des Nations Unies. A cet effet, le Centre organise régulièrement des réunions interinstitutions et a tous les jours des discussions de travail avec les organismes des Nations Unies ou les organes de l'ONU intéressés. En 1990, le Centre pour les droits de l'homme a élaboré les principes directeurs relatifs à la formulation des projets, à leur exécution et à l'élaboration de rapports. Le Groupe consultatif du Centre se fonde sur ces principes pour apprécier la viabilité des projets, en surveiller l'exécution et en évaluer les résultats. Les principes, qui sont énoncés dans un document à usage interne, ont été élaborés sur le modèle des procédures types mises au point par le PNUD pour la formulation, l'exécution et l'évaluation de projets ainsi que pour l'établissement des rapports y relatifs. Ils se concrétisent sous la forme d'un descriptif de projet et d'une liste des critères à prendre en considération pour l'évaluation des projets. La liste des critères comporte un certain nombre de questions qui correspondent aux diverses rubriques du descriptif et qui visent à mettre en évidence d'éventuels facteurs négatifs inhérents au projet. Parmi les principaux critères utilisés, on peut citer :

a) la situation du point de vue des droits de l'homme et du point de vue politique et sa prédisposition à des changements durables;

b) la justification du projet, y compris les possibilités qu'il présente de contribuer à l'amélioration de la situation en ce qui concerne l'application des droits de l'homme;

c) la cohérence intrinsèque des objectifs et des éléments du projet à entreprendre; et

d) la mesure dans laquelle on peut faire appel à la coopération internationale entre les gouvernements et les institutions nationales et internationales.

E. Coordination des activités avec les organes de l'ONU, les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales

21. Pour éviter un gaspillage de ressources dû à un chevauchement d'activités, le Centre travaille en coordination avec d'autres organes de l'ONU, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales, dans le cadre de réunions interorganisations, de groupes de travail mixtes et de consultations spéciales. Dans cet esprit et conformément au paragraphe 7 de la résolution 1991/50 de la Commission, dans lequel celle-ci prie le Secrétaire général d'intensifier encore parmi les organismes des Nations Unies la coordination des activités liées à l'offre de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, le Centre a convoqué le 18 avril 1991, à Genève, une troisième réunion interorganisations sur des questions relatives aux droits de l'homme.

Les représentants des organisations et organes ci-après y ont participé : le Département de l'information, la Division de la promotion de la femme et le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires (Vienne), le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, le Bureau international du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, le Comité international de la Croix-Rouge et le Secrétariat du Commonwealth.

22. Cette réunion a permis aux participants d'examiner les projets communs et d'échanger des informations sur un certain nombre d'activités en cours. Les débats ont été résumés dans le rapport présenté par le Secrétaire général à la Commission sur le développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1992/22).

23. Le Centre pour les droits de l'homme coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur des questions d'éducation, de formation et d'information dans le domaine des droits de l'homme. L'UNESCO et le Centre envisagent de travailler ensemble à l'élaboration d'une banque de données sur les droits de l'homme et d'un manuel d'enseignement de ces questions destiné à l'enseignement supérieur, qui soit adapté aux différentes réalités culturelles, politiques et institutionnelles.

24. La coopération entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre pour les droits de l'homme, inaugurée avec un projet commun concernant la Colombie, s'est encore développée depuis 1989. Le PNUD coopère à l'action du Centre axée sur la création d'institutions nationales et régionales dans le domaine des droits de l'homme, par l'intermédiaire de ses représentants résidents sur le terrain. La coopération entre le PNUD et le Centre est considérée comme importante pendant la phase qui précède la mise en oeuvre du projet et pendant sa réalisation. Le Centre et le PNUD passent régulièrement en revue les domaines d'action commune possibles sur le terrain.

25. Le Centre a collaboré activement avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) dans le cadre des activités de formation destinées à aider des Etats qui sont parties à diverses conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme à rédiger leurs rapports périodiques. En 1991, un manuel sur l'établissement des rapports consacrés aux droits de l'homme a été publié par les deux organisations. Le Centre a fourni du personnel pour les stages de formation de l'UNITAR à La Haye et à Genève, et il était également représenté à la réunion interorganisations organisée en 1991 par l'UNITAR à Genève. Le Centre a également essayé de renforcer la collaboration avec l'UNICEF concernant l'élaboration et la diffusion de divers matériels destinés à faire connaître la Convention relative aux droits de l'enfant. Il prépare actuellement un commentaire de la Convention avec le soutien financier de l'UNICEF. Le Centre a continué de faire appel aux experts des organes conventionnels de défense des droits de l'homme, ainsi qu'à de

hauts fonctionnaires des organismes ou services ci-après : Service de la prévention du crime et de la justice pénale, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Bureau international du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Conseil de l'Europe et Comité international de la Croix-Rouge, pour les journées d'étude et stages de formation organisés dans le cadre du programme de services consultatifs.

26. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et le Centre pour les droits de l'homme organisent en collaboration des séminaires et des stages de formation à l'intention des magistrats. Ils prévoient de mettre au point ensemble un dossier sur les droits de l'homme destiné à être utilisé sur le terrain, comprenant une série complète de documents de base sur les normes, la formation et l'éducation en matière de droits de l'homme. En 1991, le Centre et l'Institut interrégional ont axé leurs efforts de coopération notamment sur l'organisation d'un stage de formation conçu tout particulièrement pour les agents de la force publique à Malte; ce stage s'est déroulé du 9 au 20 décembre 1991 à La Valette (voir par. 161 à 163 du présent rapport).

27. Comme par le passé, le Centre a détaché auprès de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg des fonctionnaires de rang élevé chargés de donner des conférences en anglais, en espagnol et en français, dans le cadre des cours d'été organisés par l'Institut, sur le système international de protection et de promotion des droits de l'homme. Les 41 chercheurs qui ont bénéficié, en 1991, d'une bourse au titre du Programme de bourses de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme ont passé trois semaines à l'Institut pour y étudier les systèmes européen, américain et africain de protection et de promotion des droits de l'homme. Le Centre a également participé activement aux activités organisées par l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève par le biais de conférences données par des fonctionnaires de rang élevé du Centre et par une participation aux séminaires organisés par l'Institut. Le Centre a encore renforcé sa coopération avec l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie), avec lequel il a entrepris des activités communes, y compris notamment l'organisation de journées d'étude régionales à l'intention des magistrats des pays africains francophones. La collaboration avec l'Institut Henri Dunant de Genève, le Centre international de recherches et d'études sociologiques, pénales et pénitentiaires de Messine (Italie), l'Institut supérieur international des sciences criminelles de Syracuse (Italie) s'est poursuivie tout au long de l'année 1991. Le Centre a notamment participé au huitième Séminaire sur le droit international humanitaire contemporain et l'actualité en matière des droits de l'homme en Europe, qui s'est tenu à Bucarest, ainsi qu'à la Réunion sur la protection des droits de l'homme dans la justice pénale en Europe centrale et orientale, qui a eu lieu à Syracuse. Le Centre pour les droits de l'homme a en outre poursuivi son assistance technique à l'Institut arabe des droits de l'homme de Tunis (voir aussi les paragraphes 126 et 127 ci-dessous) et le Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme de Banjul (voir aussi les paragraphes 123 à 125 ci-dessous). Le Centre a accompli un certain nombre d'activités en collaboration avec l'Institut Raoul Wallenberg de l'Université de Lund (Suède), y compris notamment des journées d'étude en Namibie et un stage de formation à Genève (voir par. 42 à 45 et 59 à 61 ci-dessous).

28. Dans le cadre de son programme de services consultatifs et d'assistance technique, et afin de coopérer davantage avec les institutions régionales et nationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales, le Centre a pris part à l'organisation de plus de 100 séminaires, ateliers et réunions convoqués par des organismes régionaux, tels que l'Organisation de l'unité africaine, le Conseil de l'Europe, des organismes nationaux, des universités ou instituts de recherche et des organisations non gouvernementales de différents pays du monde.

29. En outre, le Centre a encore resserré sa collaboration, en 1991, avec l'Institut international de droit humanitaire de San Remo, la Commission internationale de juristes et la Commission andine de juristes, dans le cadre d'activités pratiques et de projets spécifiques, et participé à un certain nombre d'activités communes.

30. La coopération entre l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Centre pour les droits de l'homme porte, entre autres, sur la production commune de matériaux d'information de base, l'échange d'informations sur les méthodes de travail et les projets d'assistance technique. Le groupe de travail mixte de l'OIT et du Centre pour les droits de l'homme s'est réuni plusieurs fois au cours de l'année et a identifié des domaines de coopération accrue, en rapport notamment avec la Conférence mondiale de 1993 sur les droits de l'homme, l'Année internationale des populations autochtones et la question du travail des enfants. Par ailleurs, l'OIT a incorporé des questions relatives aux droits de l'homme dans son programme de formation du personnel de projets d'assistance technique. A cet égard, le Centre a fourni les services d'un fonctionnaire de rang supérieur chargé de faire des conférences sur le système de protection et de promotion des droits de l'homme à l'ONU. Il est prévu d'inclure des questions concernant les droits de l'homme dans les cours qui sont organisés par l'OIT à Turin (Italie) à l'intention des coordonnateurs du PNUD.

31. La coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est révélée extrêmement utile sur le terrain. Les rapporteurs spéciaux de l'ONU, les experts indépendants et les groupes de travail qui s'occupent des droits de l'homme, le HCR et le CICR ont profité mutuellement de l'expérience acquise lors de l'exécution de leurs mandats respectifs. De hauts fonctionnaires du HCR et du CICR ont partagé leurs connaissances spécialisées dans le cadre d'un certain nombre d'ateliers et stages de formation sur les droits de l'homme organisés par le Centre. En outre, de hauts fonctionnaires du Centre et du HCR ont eu des consultations ad hoc en 1991 dans le but d'explorer les possibilités d'accroître la coopération dans le domaine de l'information et de la diffusion de l'information. Le Centre, en coopération avec le CICR, a consacré la Fiche d'information No 13 au droit humanitaire international et aux droits de l'homme et un numéro de son Bulletin à la question des droits de l'homme et du droit humanitaire. Le Centre prépare actuellement, en collaboration avec le HCR, une fiche d'information sur les droits de l'homme et les réfugiés. Des discussions sont en cours en vue d'accroître encore la coopération dans les domaines de la formation, des activités promotionnelles et des procédures d'application des divers organes conventionnels.

32. L'ONU, le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Organisation de l'unité africaine ont créé des organes et des mécanismes prévus dans les traités et conventions relatifs aux droits de l'homme adoptés par chaque organisation. Il est procédé régulièrement à des échanges d'informations au sujet de la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme mis au point dans chaque système. La coopération entre le Centre et l'OEA a permis de mieux connaître la situation concernant les violations des droits de l'homme dans certains pays d'Amérique latine et d'améliorer les procédures au fil des ans. Actuellement, le Centre et l'OEA envisagent de créer, dans la région de l'OEA, trois centres sous-régionaux pour les droits de l'homme, spécialisés dans la documentation et la formation : un en Amérique centrale, un autre en Amérique du Sud et un troisième dans les Caraïbes. Sur le plan de la promotion, ces centres travailleront en étroite coordination avec les organes de l'OEA. A la mi-mars 1991, des consultations concernant la création de ces centres ont eu lieu à Washington. Leur tâche consistera à s'efforcer d'améliorer la situation quant à l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme de l'ONU et de l'OEA par des activités de sensibilisation du public et l'organisation de stages et de séminaires de formation. Des discussions sont en cours avec l'OEA en vue de détacher éventuellement un fonctionnaire au Centre pour les droits de l'homme à Genève pour les préparatifs de la Conférence mondiale de 1993 sur les droits de l'homme.

33. Le Centre et le Conseil de l'Europe ont continué de renforcer leur collaboration en 1991. Le Centre a participé aux activités ci-après organisées par le Conseil de l'Europe : la troisième Conférence sur la démocratie parlementaire, le Séminaire sur la prostitution des femmes et une réunion de coordination sur la coopération avec les pays d'Europe orientale qui ont tous eu lieu à Strasbourg, ainsi que le Colloque sur la démocratie et la protection juridique des droits de l'homme qui a eu lieu à Lisbonne. Le Conseil de l'Europe a été invité par le Centre à participer aux journées d'étude qui ont eu lieu à Santiago (Chili) en décembre 1991, sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement économique et social ainsi qu'à la conférence qui doit avoir lieu à Barcelone en janvier 1992 sur les normes internationales en matière de droits de l'homme pour les pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). A cet égard, il convient de noter qu'en 1991, le Centre pour les droits de l'homme a été invité à participer pour la première fois aux activités ayant trait aux droits de l'homme dans le cadre de la CSCE. Le Centre a notamment participé aux travaux de la réunion d'experts sur les minorités nationales, qui a eu lieu à Genève en juillet 1991 ainsi qu'à la Conférence sur la dimension humaine qui a eu lieu en septembre 1991 à Moscou.

34. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 120 ci-dessous, le Centre a poursuivi, en 1991, son programme de coopération technique avec la Commission des droits de l'homme et des peuples de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Inaugurée en 1988, cette coopération vise à accroître le potentiel de ladite commission dans divers domaines grâce à des activités menées dans le cadre du programme de services consultatifs. Des consultations régulières ont eu lieu en 1991 entre la Commission africaine et le Centre. En outre, le Centre a participé avec la Commission africaine à un certain nombre d'activités de formation et d'information et a été représenté à la dixième session de la Commission tenue à Banjul.

F. Coopération avec des organisations non gouvernementales

35. Le Centre pour les droits de l'homme a continué de renforcer sa coopération avec un nombre croissant d'organisations intergouvernementales, telles qu'Amnesty International, Caribbean Human Rights Network, la Commission andine de juristes, la Commission internationale de juristes, le Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux, Lawyers Committee for Human Rights et Minnesota Lawyers International Committee. Le Centre a participé à un certain nombre d'activités communes avec des organisations non gouvernementales. Il a de plus été représenté à la dix-huitième Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui a eu lieu à Genève en octobre 1991. Le Centre a aussi organisé des réunions d'information à l'intention des organisations non gouvernementales au sujet de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, à New York et à Genève.

II. APPLICATION DU PROGRAMME DE SERVICES CONSULTATIFS ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME POUR CE QUI EST DES ACTIVITES FINANCEES AU TITRE DU BUDGET ORDINAIRE

36. Dans sa résolution 1991/50 sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, la Commission a prié le Secrétaire général de faire rapport à la Commission, lors de sa quarante-huitième session, sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Les activités financées au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (chap. 24) au cours de 1991 se subdivisent en trois catégories principales : a) séminaires, ateliers et stages de formation; b) bourses; c) services consultatifs d'experts.

A. Séminaires, ateliers et stages de formation

a) Séminaire national sur les droits de l'homme  
(Djakarta, 21-22 janvier 1991)

37. Le Centre pour les droits de l'homme a organisé le Séminaire national sur les droits de l'homme en collaboration avec le Ministère indonésien des affaires étrangères. Ce séminaire visait à dispenser une formation aux fonctionnaires chargés des activités de protection et de promotion au niveau national.

38. Le séminaire a réuni, outre des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, des membres du personnel du Ministère de la défense et de la sécurité, du Ministère de l'intérieur, du Ministère de la justice, des Services du Procureur général, du Service de renseignements stratégiques des forces armées, de l'Office national de coordination des services de renseignements, de la Police nationale et du Secrétariat d'Etat. Des parlementaires, des représentants d'organisations non gouvernementales ainsi que d'institutions religieuses, des professeurs d'université et des journalistes y ont également pris part.



39. Les sujets suivants ont été débattus : évolution des questions relatives aux droits de l'homme dans le système des Nations Unies, procédures internationales de surveillance et de mise en oeuvre dans le domaine des droits de l'homme, les droits de l'homme en Asie, rôle des organismes nationaux s'occupant des droits de l'homme dans le développement des infrastructures nationales, et plan d'action pour la mise en place d'institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme.

b) Conférence sur les droits de l'homme et l'élaboration de dispositions constitutionnelles et législatives en Bulgarie (Sofia, 21-23 janvier 1991)

40. Une conférence sur la question des droits de l'homme considérés dans la perspective de l'élaboration de dispositions constitutionnelles et législatives en Bulgarie, tenue sous les auspices de la Grande Assemblée nationale et de l'International Human Rights Law Group, a été organisée par le Centre pour les droits de l'homme en janvier 1991 à Sofia. Elle a rassemblé des spécialistes internationaux des questions juridiques et des droits de l'homme et des membres de la Grande Assemblée nationale bulgare, en vue d'une réflexion sur les points à prendre en considération pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution et pour l'incorporation dans la législation bulgare des obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

41. Au nombre des participants bulgares figuraient des parlementaires, des fonctionnaires du Département des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères, des représentants d'associations indépendantes d'avocats et d'organisations s'occupant des droits de l'homme, des journalistes et des enseignants et étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Sofia. Les travaux ont porté sur les éléments de la constitutionnalité, les droits des minorités, les garanties d'une procédure régulière, la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de réunion et les pouvoirs d'exception.

c) Atelier sur les droits de l'homme (Windhoek/Swakopmund, 18-24 février 1991)

42. Le Ministère de la justice de Namibie, l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI) et le Centre pour les droits de l'homme ont organisé conjointement un atelier sur les droits de l'homme du 18 au 24 février 1991 à Windhoek et Swakopmund.

43. Il s'agissait de diffuser des informations sur les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que sur la législation nationale et d'en améliorer la compréhension. Les participants ont examiné notamment le concept de droits de l'homme, certaines normes internationales et régionales, les modes de réparation, les clauses dérogatoires et les clauses d'exception, le rôle des avocats en exercice, le droit humanitaire et le droit des réfugiés.

44. Une soixantaine de membres des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux de la vie publique namibienne ont participé à l'atelier. Le Ministre de la justice, le Procureur général, le Président de la Cour suprême, le Président de l'Assemblée nationale et le médiateur ont assisté à toutes les réunions. Le Premier Ministre, le Ministre de la justice, le Ministre de l'intérieur et le Président de la Cour suprême ont prononcé un discours. Des représentants du Centre pour les droits de l'homme, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Commission européenne des droits de l'homme, de l'Institut Raoul Wallenberg et de plusieurs institutions namibiennes ont participé activement aux travaux et ont dirigé des études de cas et des groupes de discussion qui ont été l'occasion d'échanges de vues animés.

45. Le rapport de l'atelier a été publié par l'Institut Raoul Wallenberg (rapport No 9, Lund, juillet 1991). Il contient en annexe plusieurs des discours prononcés ainsi qu'un exposé succinct de toutes les conférences et des débats qui les ont suivis.

d) Séminaire relatif aux pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (Ouagadougou, 29 avril-3 mai 1990)

46. Le Séminaire a été organisé par le Centre pour les droits de l'homme en coopération avec le Gouvernement du Burkina Faso, en application de la résolution 1989/16 de la Sous-Commission approuvée par la Commission des droits de l'homme dans sa décision 1990/109 du 7 mars 1990 qui prévoit, entre autres activités, la tenue d'un séminaire régional en Afrique. Le séminaire avait pour but d'évaluer les incidences, du point de vue des droits de l'homme, de certaines pratiques traditionnelles. Il visait également à recueillir auprès des participants des renseignements sur les mesures prises aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental pour mettre un terme à ces pratiques.

47. Des représentants des pays suivants ont participé aux travaux : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Mali, Mauritanie, Nigéria, République centrafricaine, Sénégal et Tchad. Le Département de l'information, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la santé ainsi que certaines organisations non gouvernementales étaient également représentés.

48. Les sujets suivants ont été débattus : incidences en matière de droits de l'homme des pratiques traditionnelles nocives; préférence pour les fils par rapport aux filles : pays où cette préférence existe; pratiques traditionnelles d'accouchement présentant des risques pour la mère; actions entreprises jusqu'à présent aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental pour éliminer ces pratiques. On trouvera les conclusions et recommandations du séminaire dans le document E/CN.4/Sub.2/1991/48.

- e) Atelier sur les instruments relatifs aux droits de l'homme et l'obligation de présenter un rapport : établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Moscou, 26-30 août 1991)

49. Le Centre pour les droits de l'homme, en coopération avec l'Union des sociétés soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec les pays étrangers et avec l'appui du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a organisé à Moscou, du 26 au 30 août 1991, un atelier national sur le thème : "Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'obligation de présenter un rapport : établissement des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme". L'atelier faisait partie d'un programme de coopération et d'assistance technique à l'Union soviétique lancé par le Centre pour les droits de l'homme en 1988.

50. Il visait à familiariser avec leur tâche les fonctionnaires chargés d'établir les rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux et à leur dispenser une formation. Il a permis également de procéder à un échange de renseignements sur l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme. Les sujets débattus ont été les suivants : système international de promotion et de protection des droits de l'homme et mécanismes de mise en oeuvre; institutions nationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme; principes de base régissant l'élaboration et la présentation des rapports au Comité des droits de l'homme, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, au Comité contre la torture et au Comité des droits de l'enfant. Des responsables de l'administration de la justice, des membres d'académies, des fonctionnaires des Ministères des affaires étrangères, des relations extérieures et de la justice ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales ont assisté et participé aux travaux.

- f) Réunion d'experts sur l'autonomie interne des populations autochtones (Nuuk, Groenland, 24-28 septembre 1991)

51. La Réunion d'experts chargés d'examiner l'expérience des pays dans le domaine de l'application de plans d'autonomie interne en faveur des populations autochtones a eu lieu du 24 au 28 septembre 1991 à Nuuk (Groenland). Dix-neuf experts gouvernementaux et experts d'organisations non gouvernementales autochtones, six observateurs gouvernementaux et neuf observateurs d'organisations non gouvernementales ainsi qu'un représentant de l'OIT ont participé à la réunion. Quatre experts venus du Danemark, du Groenland, du Guatemala et des Philippines ont présenté des documents de base sur la portée et l'exercice de l'autonomie interne (internal autonomy) et de l'auto-administration (self-government), les relations fiscales et administratives ainsi que les moyens de planifier l'autonomie; ils ont joué le rôle de conseillers techniques pendant le débat auquel il a été procédé sur ces questions.

52. Les sujets suivants ont été examinés : a) relation entre le droit à l'autodétermination et le droit à l'autonomie interne et à l'auto-administration; b) éléments constitutifs de l'autonomie et de l'auto-administration des peuples autochtones; c) moyens politiques, juridiques et autres de réaliser l'autonomie interne et l'auto-administration; d) relations entre les administrations autochtones et l'Etat en ce qui concerne le partage des responsabilités, la consultation et la coopération et le règlement des différends ou des conflits, le partage et la gestion des ressources, la planification et la gestion du développement, l'autonomie fiscale et les arrangements administratifs; e) la loi d'autonomie du Groenland du 29 novembre 1978, exemple de système d'auto-administration au sein d'un Etat unitaire, le statut du Groenland du point de vue du droit international, ses pouvoirs en matière de politique étrangère et de conclusion de traités, le contrôle des ressources naturelles et les transferts de compétences; f) autres exemples d'autogestion ou d'arrangements légaux analogues concernant des peuples autochtones au Brésil, en Norvège, au Panama, aux Philippines et en Suède.

53. A l'issue de ses travaux, la Réunion a adopté les conclusions et recommandations de Nuuk sur l'autonomie et l'auto-administration autochtones, qui énoncent 15 principes relatifs aux divers aspects et éléments constitutifs de l'autonomie et de l'auto-administration et neuf recommandations concernant des mesures à prendre par les Etats et l'Organisation des Nations Unies. La Réunion a recommandé notamment à la Commission des droits de l'homme d'envisager la possibilité d'établir des mécanismes internationaux de suivi pour s'occuper des peuples autochtones. Elle a demandé au Bureau international du Travail et au Centre pour les droits de l'homme d'élaborer un manuel sur les expériences d'auto-administration des peuples autochtones et a invité les Etats à aider à sa publication et à sa diffusion en fournissant des ressources suffisantes. Le rapport de la Réunion fait l'objet du document E/CN.4/1992/42.

g) Rencontres internationales sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme  
(Paris, 7-9 octobre 1991)

54. Ces rencontres ont été organisées à Paris, du 7 au 9 octobre 1991 par le Centre pour les droits de l'homme, en coopération avec la Commission nationale consultative française des droits de l'homme.

55. Parmi les institutions régionales invitées en qualité d'observateurs, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme étaient représentées ainsi que plusieurs institutions spécialisées. Etaient également représentées les organisations non gouvernementales suivantes : Amnesty International, Association internationale des juristes démocrates, Centre africain d'étude de la démocratie et des droits de l'homme, Commission andine de juristes, Commission internationale de juristes, Fédération internationale des droits de l'homme, Institut des droits de l'homme Raoul Wallenberg, Lawyers Committee for Human Rights, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples.

56. Ont en outre participé aux travaux, les représentants d'institutions nationales des pays ci-après : Australie, Bénin, Brésil, Canada, Chili, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Maroc, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

57. Les sujets suivants ont été débattus : relations entre les institutions nationales et l'Etat; relations entre les institutions nationales et les organisations non gouvernementales; attributions et compétence des institutions nationales. Les rencontres ont permis aux institutions nationales d'échanger des informations sur les moyens de communication, existants ou nouveaux, entre divers organismes et les organisations s'occupant de la protection et de la promotion des droits de l'homme; sur la communication entre les particuliers et différentes institutions s'occupant des droits de l'homme qui peuvent les conseiller au sujet de leurs droits et des recours qui leur sont offerts; sur la communication avec les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux au service des droits de l'homme et avec l'Organisation des Nations Unies.

58. Les participants ont adopté un certain nombre de recommandations sur les principes concernant le statut des commissions nationales et leur rôle consultatif, notamment leur compétence et leurs attributions, leur composition et les garanties d'indépendance et de pluralisme ainsi que leurs modalités de fonctionnement; sur les principes complémentaires concernant le statut des commissions ayant une compétence de caractère quasi juridictionnel et sur la nécessité de renforcer le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme afin d'apporter une assistance adéquate aux institutions nationales. On trouvera le texte in extenso de ces recommandations dans le rapport des Rencontres (E/CN.4/1992/43).

h) Stage de formation sur le traitement et la technologie de l'information dans le domaine des droits de l'homme  
(Genève, 21 octobre-1er novembre 1991)

59. Le Centre pour les droits de l'homme, en coopération avec l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, la Bibliothèque du Palais des Nations et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a organisé en octobre 1991 un stage de formation sur le traitement et la technologie de l'information dans le domaine des droits de l'homme. Le stage s'est déroulé à Genève, au Palais des Nations, et au siège des divers organismes qui le parrainaient et qui prêtaient leur concours, à savoir le Comité international de la Croix-Rouge, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation mondiale de la santé.

60. Il a été suivi par 20 bibliothécaires et documentalistes de 18 pays, en développement pour la plupart, spécialisés dans les droits de l'homme ou des domaines très voisins. Il visait à familiariser les participants avec les moyens de recherche documentaire existants dans ce domaine, y compris des techniques modernes comme le traitement en direct et le courrier électronique, et à les former à leur utilisation. Des représentants des organismes

susmentionnés ont fait des exposés sur la terminologie, les normes, les procédures et les documents officiels ayant trait aux droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit humanitaire.

61. Le Centre pour les droits de l'homme procède actuellement à la publication du rapport complet du cours de formation, qui contient le texte d'un grand nombre des exposés présentés et un compte rendu des débats.

#### B. Programme de bourses

62. Dans sa résolution 926 (X), l'Assemblée générale a autorisé l'exécution directe d'un programme de bourses (par. 2). Conformément à cette résolution, le Secrétaire général fournit l'assistance prévue d'accord avec les gouvernements intéressés sur la base des demandes qu'ils présentent. Les bourses ne sont donc octroyées qu'à des candidats désignés par les gouvernements.

63. Chaque année, le Secrétaire général invite les Etats Membres à présenter des candidatures. Il rappelle aux gouvernements que les candidats doivent exercer directement des fonctions en rapport avec les droits de l'homme, et notamment s'occuper de l'administration de la justice; il attire en outre leur attention sur l'inquiétude exprimée par l'Assemblée générale, dans beaucoup de ses résolutions, concernant les droits de la femme.

64. A sa quarante-septième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1991/50, a noté en particulier l'importance des bourses de perfectionnement comme moyen d'aider concrètement les Etats à mettre en place les infrastructures voulues pour répondre aux normes internationales en matière de droits de l'homme. La formation des fonctionnaires, en particulier des personnels chargés d'administrer la justice et d'appliquer les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, est un aspect prioritaire du programme.

65. Le nombre des demandes de bourses reçues pour 1991 a été sans précédent. Il convient de rappeler que le programme est financé au titre du budget ordinaire des services consultatifs; il a été restructuré en 1988 pour plus d'efficacité et le Secrétaire général a attribué chaque année 25 à 30 bourses. En raison de l'intérêt croissant porté au programme par les gouvernements, les demandes de bourses ont triplé au cours des trois dernières années, ce qui a créé une situation de vive concurrence entre les candidats.

66. Pour 1991, 63 gouvernements ont proposé 92 candidats. Le Secrétaire général s'est efforcé, dans la limite des ressources disponibles, de répartir largement les bourses entre les pays, la priorité allant, notamment, aux candidats des pays en développement, et une part équitable étant réservée aux femmes, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

67. Le principe de la répartition géographique est pris en considération et la préférence est donnée aux candidats de pays qui n'ont jamais bénéficié du programme de bourses ou qui n'en ont pas bénéficié depuis plusieurs années.

Il ne peut pas y avoir simultanément plusieurs boursiers originaires d'un même pays. Conformément à la pratique courante du Service des services consultatifs, de l'assistance technique et de l'information, toutes les demandes ont été soumises, aux fins d'examen et de choix, au comité de sélection du Centre pour les droits de l'homme qui est composé d'un représentant du Bureau du Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, des chefs de service, du responsable du programme de bourses et d'un représentant de l'administration. Compte tenu du nombre des demandes émanant des différents groupes régionaux, des bourses octroyées aux divers pays dans le passé et des qualifications des candidats, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, se fondant sur des recommandations du comité de sélection, a retenu, pour le programme de 1991, les candidatures présentées par les pays suivants :

Afrique :

Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Congo, Egypte, Guinée, Mali, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Zimbabwe.

Asie :

Afghanistan, Chine, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Mongolie, Myanmar, Pakistan, Viet Nam.

Amérique latine :

Belize, Bolivie, Chili, El Salvador, Haïti, Panama, République dominicaine, Trinité-et-Tobago.

Europe orientale :

Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Ukraine, Union des république socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Europe occidentale et autres pays :

Allemagne, Espagne, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

68. En ce qui concerne le programme d'enseignement, tous les boursiers ont passé la première et la dernière semaine de leur stage au Centre pour les droits de l'homme à Genève. Durant la première semaine, des fonctionnaires du Centre leur ont fait des exposés sur le système des Nations Unies tel qu'il est établi par la Charte, sur les organismes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, sur les instruments relatifs aux droits de l'homme dont l'application est contrôlée par des organes spéciaux et sur la structure et les activités du Centre pour les droits de l'homme.

69. Ensuite, les boursiers ont suivi, pendant trois semaines, à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France), un cours de formation qui leur a permis de se familiariser avec les systèmes américain, africain et européen de protection des droits de l'homme. Le programme comprenait aussi un cours spécial sur le droit humanitaire international ainsi

que l'étude, avec discussion à l'appui, de questions de fond comme la peine de mort, la torture, les disparitions, les droits des parents et des enfants, le droit de se marier et de fonder une famille, le droit au regroupement des familles.

70. A la fin du stage, les boursiers ont passé une semaine supplémentaire au Centre, à Genève, où ils ont assisté à des séances du Comité des droits de l'homme et de deux groupes de travail de présession de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités : l'un sur l'esclavage et les pratiques analogues, et l'autre sur les populations autochtones. Ils ont assisté à une réunion d'information sur les activités des organes des Nations Unies et d'institutions spécialisées comme le HCR, l'OIT, l'UNESCO et l'OMS. Il a été demandé aux participants de procéder à un échange de données d'expérience, de dire ce qu'ils pensaient du programme et de présenter chacun, oralement, un rapport comprenant des conclusions ainsi que des recommandations à l'intention de leur supérieur hiérarchique.

71. Conformément aux politiques et procédures régissant l'administration des bourses de l'ONU, tous les boursiers doivent, une fois leur stage achevé, soumettre au Centre pour les droits de l'homme un rapport final complet sur des sujets se rapportant directement à leur domaine d'activité qui, dans la plupart des cas, a trait à l'administration de la justice et à l'application des normes internationales dans le système juridique national.

72. En vue de l'évaluation du programme, il a été demandé aux participants, comme dans le passé, de remplir un questionnaire indiquant si les sujets examinés correspondaient aux besoins de leur pays et avaient un lien direct avec les fonctions qu'ils y exerçaient.

73. Tous les participants ont été d'avis que, pendant ce stage de cinq semaines, un grand nombre d'aspects théoriques et pratiques des droits de l'homme avaient été traités et que les connaissances acquises à cette occasion étaient directement applicables dans l'exercice de leurs fonctions. Il est à noter que les participants ne sont pas tous des fonctionnaires de ministères des affaires étrangères; certains relèvent des Ministères de la justice et de l'éducation.

74. Etant donné l'intérêt croissant porté par les gouvernements au programme de bourses, la Commission voudra peut-être envisager son élargissement pour faire face à l'accroissement des demandes.

### C. Programme de stages pour 1991

75. En 1991, plus de 75 stages ont été offerts à des étudiants diplômés particulièrement doués pour leur permettre d'acquérir de première main des connaissances sur l'action et les procédures de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme en participant activement aux travaux du Centre pour les droits de l'homme sous la supervision directe de fonctionnaires de rang élevé. Les stages n'entraînent aucun engagement de dépenses de la part du Centre ou de l'ONU.



76. La restructuration de ce programme entreprise l'année dernière a permis d'en améliorer le contenu ainsi que le système de supervision des stagiaires.

D. Services consultatifs d'experts

77. La fourniture de services consultatifs d'experts dans le domaine des droits de l'homme est un des principaux éléments du programme institué par la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale. Dans ses résolutions les plus récentes (1990/58 et 1991/50), la Commission a recommandé au Secrétaire général de mettre de plus en plus l'accent sur les services d'experts fournis aux gouvernements pour les aider à répondre aux normes internationales en matière de droits de l'homme. En 1991, le Centre a accordé une assistance de ce genre à un nombre croissant d'Etats Membres qui s'employaient à mener un processus de démocratisation, à introduire des changements d'ordre constitutionnel et législatif ou à organiser des élections libres et régulières. Tel a été le cas pour l'Albanie, la Bulgarie, le Lesotho, la Mongolie et la Roumanie. Les activités pertinentes ont été financées par le Fonds de contributions volontaires. Les coûts de la mise en oeuvre des résolutions par lesquelles la Commission a demandé de fournir des services d'experts à la Guinée équatoriale, au Guatemala et à Haïti ont été imputés au budget ordinaire. A ce propos, on rappellera que, dans sa résolution 1991/50, la Commission a prié le Secrétaire général une nouvelle fois de prévoir d'urgence une augmentation de ressources humaines et financières en vue de l'élargissement des services consultatifs, au titre notamment du chapitre 24 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, afin de répondre à l'accroissement de la demande afférente à cet important moyen de renforcer l'esprit des droits de l'homme dans le monde.

78. Au Guatemala, en application de la résolution 1991/51 adoptée par la Commission le 6 mars 1991, le Centre a organisé une mission de l'expert indépendant sur le Guatemala, M. Christian Tomuschat (Allemagne), qui a séjourné dans le pays du 29 septembre au 12 octobre 1991 afin d'y examiner la situation des droits de l'homme. Les membres de la mission ont rencontré des responsables nationaux et des personnalités représentant les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif, notamment le Président du Guatemala. Ils se sont également entretenus avec des personnalités religieuses, des membres de la Commission nationale de réconciliation, le Commissaire aux droits de l'homme, des porte-parole des syndicats d'employeurs et de travailleurs, des représentants d'organisations nationales non gouvernementales ainsi qu'un certain nombre de particuliers qui avaient des plaintes à formuler concernant des violations des droits de l'homme. Ils ont pu se rendre dans diverses localités de l'intérieur du pays. A New York, l'Expert a eu aussi des entretiens avec des porte-parole de la Représentation unitaire du Guatemala (RUOG) et de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Le rapport de l'Expert indépendant figure dans le document E/CN.4/1992/5.

79. En Guinée équatoriale, le Centre pour les droits de l'homme a organisé une mission de M. Volio Jimenez (Costa Rica), expert responsable de la coopération avec le Gouvernement équato-guinéen pour la mise en oeuvre du plan d'action proposé par l'ONU et accepté par le gouvernement, en vue d'étudier la situation actuelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le pays. L'expert a séjourné en Guinée équatoriale du 25 novembre au 9 décembre 1991. A cette occasion, il a rencontré des personnalités

représentant les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif ainsi que des membres de la Commission des droits de l'homme créée dernièrement. Il a eu des entretiens avec des personnalités religieuses et des porte-parole de l'opposition ainsi qu'avec un grand nombre de particuliers qui avaient des plaintes à formuler concernant des violations des droits de l'homme. Il s'est rendu aussi dans diverses localités et a visité des prisons et des hôpitaux dans les deux principales villes du pays. A Madrid, l'expert a pu rencontrer des représentants de partis et d'associations politiques en exil. On trouvera le rapport de l'expert dans le document E/CN.4/1992/51.

80. En Haïti, conformément à la résolution 1991/77 adoptée par la Commission le 6 mars 1991, le Centre pour les droits de l'homme a organisé une mission de l'expert indépendant, M. Marco T. Bruni Celli (Venezuela), pour lui permettre d'examiner l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays et de contribuer à l'élaboration de mesures destinées à y apporter des améliorations. L'expert a séjourné en Haïti du 2 au 6 septembre 1991. Il a eu des entretiens avec des responsables nationaux et des personnalités représentant les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif ainsi qu'avec des personnalités religieuses et des porte-parole d'organisations non gouvernementales. Il a rencontré aussi des particuliers qui avaient des plaintes à formuler concernant des violations des droits de l'homme. Quelques jours après la fin de la mission de l'Expert indépendant, le Président constitutionnellement élu a été contraint de quitter le pays en raison d'un coup d'Etat. A la suite de ces événements, l'Assemblée générale a maintenu la question de la situation des droits de l'homme en Haïti à l'ordre du jour de sa quarante-sixième session et a adopté les résolutions 46/7 du 11 octobre 1991 et 46/138 du 17 décembre 1991. Dans ces textes, l'Assemblée a condamné énergiquement le renversement du Président élu conformément à la Constitution, ainsi que le recours à la violence et à la coercition militaire et la violation des droits de l'homme qui s'en est suivi dans le pays. L'Assemblée a aussi invité l'Expert indépendant à présenter à la Commission un rapport mis à jour qui tienne compte des événements du 29 septembre 1991 et des faits qui se sont produits ultérieurement. Ce rapport figure dans le document E/CN.4/1992/50.

### III. FONCTIONNEMENT ET GESTION DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

81. A sa quarante-septième session, la Commission a adopté la résolution 1991/49 sur le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Au paragraphe 14 de cette résolution, la Commission a prié le Secrétaire général de lui faire rapport chaque année sur le fonctionnement et la gestion du Fonds de contributions volontaires, dans une partie distincte de son rapport annuel sur les services consultatifs et la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Conformément à cette résolution, on trouvera exposées ci-après la politique et la pratique actuelles ainsi que la politique à long terme qui est envisagée. Le mandat du Secrétaire général en ce qui concerne le Fonds de contributions volontaires a été indiqué au chapitre I du présent rapport.

A. Politique et pratique

82. Dans l'ensemble, la coopération technique relative aux droits de l'homme joue un rôle croissant. Elle fournit aux Etats une assistance essentielle pour la mise en place d'une infrastructure au service de l'affermissement de la démocratie et du développement, et pour une application aussi large que possible des normes relatives aux droits de l'homme. La demande à cet égard a progressé au cours des derniers mois et devrait augmenter davantage encore au cours des années à venir. D'où la nécessité de concevoir et de mettre en oeuvre à la fois une politique à court terme qui permette de faire face à cet accroissement récent de la demande, et une politique à plus longue échéance, destinée à doter le Centre de l'infrastructure et des méthodes de travail dont il a besoin à l'intérieur comme dans ses relations avec les autres organismes, pour exécuter efficacement un programme élargi de services consultatifs et d'assistance technique.

83. Pour accroître le volume des activités financées par le Fonds de contributions volontaires, on peut agir sur deux fronts. Premièrement, il est indispensable d'inciter les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les particuliers à verser des contributions au Fonds. Un moyen d'y parvenir est d'assurer la transparence en ce qui concerne les critères appliqués et les règles à suivre pour la mise en oeuvre de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, conformément au paragraphe 13 de la résolution 1991/49 de la Commission. A cet égard il convient de noter que des mesures ont été prises en vue de rationaliser les méthodes de gestion. Deuxièmement, il faut encourager les gouvernements à tirer parti de l'assistance offerte par l'Organisation des Nations Unies et proposer des programmes adaptés à leurs besoins spécifiques. Ces démarches tendent toutes deux à donner aux bailleurs de fonds comme aux bénéficiaires l'assurance que les programmes déjà exécutés et les programmes proposés apportent une contribution incontestable au progrès des droits de l'homme, de la démocratie et du développement.

84. Etant donné la portée, l'ampleur et la complexité accrues du programme financé par le Fonds de contributions volontaires, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme a décidé dernièrement de créer, au sein du Service des services consultatifs, de l'assistance technique et de l'information du Centre pour les droits de l'homme, un groupe de la coopération technique spécialement chargé d'accomplir les missions assignées au Fonds et de gérer les programmes et projets financés par ce dernier. Il a été doté du personnel nécessaire et son effectif sera renforcé si les projets dont il s'occupe croissent en nombre, en importance ou en complexité. Les projets et activités du Fonds seront informatisés dans toute la mesure possible.

85. En outre, le Centre élaborera des programmes types, la priorité étant donnée à ceux qui tendent à la mise en place d'institutions nationales, ainsi qu'à l'élaboration de projets à long terme. A ce propos, il convient de noter que le Centre a déjà entamé des pourparlers avec un certain nombre de gouvernements en vue de la création de centres nationaux de documentation et de formation dans le domaine des droits de l'homme, dans le cadre de projets communs du gouvernement intéressé et du Centre.

## B. Gestion des projets

86. Suivant la double approche évoquée ci-dessus et conformément au paragraphe 13 de la résolution 1991/49 par lequel la Commission a demandé d'assurer la transparence en ce qui concerne les critères appliqués et les règles à suivre pour la mise en oeuvre de la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, le Groupe de la coopération technique procède actuellement à une rationalisation des méthodes de gestion des projets. En conséquence, les activités du Centre sont réparties en quatre catégories : identification des projets et appels de fonds; élaboration et appréciation préalable des projets; exécution des projets; évaluation des projets. Ces différentes étapes sont examinées ci-après.

### 1. Identification des projets et appels de fonds

87. Au paragraphe 7 de sa résolution 1991/49, la Commission des droits de l'homme a encouragé le Secrétaire général et le Centre pour les droits de l'homme à participer activement à la formulation de projets de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, en étroite consultation avec les gouvernements intéressés et en tenant compte des suggestions pertinentes formulées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, par les rapporteurs spéciaux et par les organisations non gouvernementales. A cette fin, le Groupe de la coopération technique, qui a été créé dernièrement au Centre pour les droits de l'homme (voir par. 84 ci-dessus), établira des relations de travail avec les organes créés en vertu d'instruments internationaux, les rapporteurs spéciaux et les organisations non gouvernementales. En outre, conformément au voeu exprimé par la Commission au paragraphe 10 de la résolution 1991/49, le Centre portera régulièrement à l'attention de tous les gouvernements et des organes des droits de l'homme compétents les possibilités qui existent, au titre du Fonds de contributions volontaires, d'apporter une coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. En conséquence, le Centre élabore actuellement, à l'intention des gouvernements bénéficiaires et donateurs et des organisations intéressées, une publication qui indique les possibilités existantes et les procédures à suivre.

88. Par ailleurs, le Centre continuera comme par le passé à tenir régulièrement des réunions informelles avec les pays donateurs et les autres pays intéressés, où seront évoqués divers aspects de l'utilisation du Fonds, en particulier la nécessité d'un soutien financier aux projets dont l'exécution est considérée comme prioritaire. Il organisera le cas échéant à cette fin des réunions spéciales pour présenter des propositions ou des projets déterminés, à l'instar de la réunion de 1989 sur l'étude de faisabilité réalisée en Gambie pour la création du Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme de Banjul et de la réunion de 1991 sur l'assistance technique à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

### 2. Elaboration et appréciation préalable des projets

89. Le travail d'élaboration et d'appréciation préalable des projets comporte trois phases. Tout d'abord, le Centre pour les droits de l'homme, lorsqu'il reçoit une demande, élabore le projet dans ses grandes lignes; en particulier,

il prépare et approuve un budget minimal et consulte les organismes des Nations Unies et d'autres organisations sur leur participation éventuelle au projet. Le Groupe consultatif procède alors à une première évaluation de la proposition et formule ses recommandations. Ensuite, et en fonction des recommandations du Groupe consultatif, certains projets sont élaborés plus avant et un plan détaillé des dépenses est établi. Chacun des projets ainsi mis au point est soumis de nouveau au Groupe consultatif qui formule une recommandation finale, après quoi il est approuvé par le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme. Enfin, toutes les dispositions voulues sont prises pour dégager les ressources financières requises et rédiger le texte d'un accord en bonne et due forme entre les parties intéressées. Comme le nombre de demandes présentées augmente sans cesse et que les crédits disponibles sont limités, il est indispensable de déterminer l'importance relative des propositions et d'en évaluer la viabilité.

### 3. Exécution des projets

90. Dans la plupart des cas, l'exécution des projets incombe essentiellement au Centre pour les droits de l'homme et au gouvernement bénéficiaire. Toutefois, suivant la nature du projet, des organismes des Nations Unies et des organisations gouvernementales et non gouvernementales peuvent être invités à prêter leur concours en fournissant des ressources supplémentaires, des services d'expert ou un soutien logistique sur le terrain.

### 4. Evaluation des projets

91. Pendant et après l'exécution sont établis des rapports d'évaluation qui exposent les principales activités, indiquent dans quelle mesure le projet atteint ses objectifs et contiennent des recommandations au sujet des actions de suivi à mener dans le même pays et des projets analogues à entreprendre ailleurs.

## C. Mise au point d'une politique

92. L'élaboration d'une politique à long terme pour le Fonds de contributions volontaires s'inspirera des mêmes objectifs que son effort de croissance selon une double approche. En premier lieu, le Centre envisage d'évaluer les besoins globaux de projets de coopération technique dans le cadre de sa mission actuelle, c'est-à-dire de projets visant à modifier les infrastructures. A cette fin : a) il passera en revue les recommandations et/ou les observations faites par les organismes des Nations Unies et les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme ainsi que les demandes émanant des gouvernements et analysera avec soin les autres renseignements disponibles; b) il déduira de ces informations le nombre, la nature et les coûts des projets nécessaires. Dans le même temps, le Centre établira un répertoire des projets et concevra dans les domaines pertinents des droits de l'homme des programmes types facilement adaptables aux besoins spécifiques.

93. Deuxièmement, le Centre continuera à affiner les buts, les priorités et les critères en matière d'appréciation préalable des projets. Comme ses responsabilités afférentes à la gestion du Fonds de contributions volontaires vont en augmentant, il entreprendra une étude sur la création d'un mécanisme

d'examen et sur les incidences d'un éventuel élargissement des opérations du Fonds. L'accent étant placé actuellement sur les activités destinées à mettre en place des infrastructures de base dans le domaine des droits de l'homme, le Fonds pourrait être appelé à l'avenir à soutenir des programmes et projets visant à améliorer la réalisation de certains droits ou groupes de droits.

D. Activités financées par le Fonds de contributions volontaires en 1991

94. Les activités financées par le Fonds de contributions volontaires se répartissent en quatre grandes catégories : aide touchant le droit constitutionnel et la législation; centres nationaux et sous-régionaux de documentation et de formation; stages de formation, séminaires et ateliers; autres activités. Elles se retrouvent dans la mesure du possible dans les paragraphes qui suivent. Toutefois, de nombreux projets entrent dans deux ou plusieurs de ces catégories. Ils sont mentionnés sous la rubrique correspondant à l'activité principale.

1. Aide touchant le droit constitutionnel et la législation

Albanie

95. A la demande du Gouvernement albanais, deux experts de l'ONU, accompagnés de deux fonctionnaires de l'Organisation, ont séjourné dans le pays du 20 au 23 mars 1991 pour aider à traiter les aspects juridiques et techniques des élections démocratiques qui devaient avoir lieu le 31 mars 1991. Pendant leur séjour, les experts ont rencontré successivement le Président de la Commission électorale et d'autres membres de la Commission, le Président du Centre de calcul pour les élections et les responsables de la télévision d'Etat. Ils se sont aussi entretenus avec des représentants du gouvernement et avec les dirigeants des principaux partis politiques qui présentaient des candidats aux élections. Avant de quitter l'Albanie, les experts ont communiqué au gouvernement leurs observations et recommandations préliminaires, et à leur retour à Genève, ils ont rédigé un rapport détaillé contenant d'autres observations et recommandations.

96. En outre, le Centre pour les droits de l'homme élabore actuellement, avec le Gouvernement albanais, un projet de coopération technique destiné à aider les autorités à créer et renforcer des infrastructures nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Les activités prévues au titre du projet sont la diffusion des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en albanais; la formation des personnels chargés d'administrer la justice; la création d'un centre de documentation et de formation dans le domaine des droits de l'homme; l'octroi de bourses d'études; la fourniture de services consultatifs d'experts pour la révision des codes civil et pénal ainsi que du matériel informatique et un appui financier de base pour l'élaboration de programmes d'enseignement des droits de l'homme destinés aux écoles primaires et secondaires. Ces activités devraient permettre d'améliorer l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme et d'élargir la participation de l'ensemble du public à l'action entreprise dans le domaine des droits de l'homme.

### Bulgarie

97. Le Gouvernement bulgare et le Centre pour les droits de l'homme ont conclu un accord de coopération technique en juillet 1991. Le principal objectif du programme est de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment des normes énoncées dans les instruments internationaux qui ont déjà été ratifiés par la Bulgarie.

98. Le programme comporte essentiellement la fourniture en langue bulgare de la Charte internationale des droits de l'homme des Nations Unies et d'autres conventions internationales ainsi que d'informations sur des aspects des normes relatives aux droits de l'homme et des mécanismes d'application de ces normes qui présentent un intérêt particulier. Un manuel pour l'enseignement des droits de l'homme dans le premier et le second degrés aidera à sensibiliser l'opinion tout entière aux questions touchant les droits de l'homme et à faire mieux connaître ces droits. La diffusion de ce manuel, qui fera ressortir la dimension internationale du sujet, apportera un complément aux activités nationales d'information, d'éducation et de formation dans le domaine des droits de l'homme. D'autres projets de coopération technique, portant notamment sur le renforcement des infrastructures nationales pour la documentation et la formation en matière de droits de l'homme sont également envisagés. Les activités intéresseront plus particulièrement les établissements privés et publics, les organisations non gouvernementales, les particuliers, les médias, les parlementaires, la police, les militaires et les enseignants.

### Lesotho

99. A la demande du Gouvernement du Lesotho, le Centre pour les droits de l'homme a envoyé dans ce pays, du 25 au 30 novembre 1991, une mission composée de trois experts internationaux et d'un fonctionnaire du Centre pour les droits de l'homme qui ont fourni des services consultatifs sur les aspects juridiques et techniques d'élections démocratiques.

100. Le Gouvernement du Lesotho a demandé au Centre pour les droits de l'homme : des avis et des observations sur la loi électorale; des avis et une assistance pour la rédaction d'instructions aux bureaux de vote; des avis et une assistance pour la rédaction d'instructions aux électeurs sur la marche à suivre pour émettre un vote valide; des suggestions sur les activités annexes qu'implique l'organisation d'élections démocratiques libres et régulières. Les dernières élections ont eu lieu en janvier 1970. En 1990, le gouvernement actuel a décidé d'organiser des élections et de réunir une Assemblée nationale constituante pour élaborer une nouvelle Constitution. Il a informé l'Organisation des Nations Unies qu'il souhaitait vivement que le scrutin de 1992 réponde aux normes internationales en matière d'élections libres et régulières.

101. Pendant leur séjour, les membres de la mission de l'ONU ont rencontré le Chef de l'Etat, S.M. le roi Letsie III, le Président et trois membres du Conseil militaire, le Ministre des affaires juridiques, judiciaires et constitutionnelles, le Président de la Cour suprême et un autre haut magistrat, des représentants des 14 partis politiques reconnus, les chefs de

l'Eglise anglicane et de l'Eglise catholique romaine, des membres du groupe d'étude constitué par la Conférence nationale sur l'unité nationale et la démocratie pour s'occuper de la transition, et des représentants de 14 organisations non gouvernementales ainsi que des médias (télévision, radio et presse en anglais et dans la langue nationale). Ils ont eu des entretiens prolongés et approfondis avec les fonctionnaires chargés d'élaborer la loi électorale et d'organiser les élections et ils ont visité deux villages à l'extérieur de Maseru pour connaître les vues de personnes vivant en milieu rural.

102. La mission s'est occupée des questions suivantes : a) révision de textes législatifs ou réglementaires (projet de loi électorale, parties pertinentes du projet de Constitution, projet de code de conduite, etc.); b) mesures prises et envisagées pour appliquer les textes et organiser les élections : nomination d'un responsable des élections, nomination et formation de personnel, instructions aux fonctionnaires, délimitation des circonscriptions, vote par procuration ou par correspondance; c) liberté d'expression, liberté de la presse, liberté de circulation, liberté d'association et de réunion, égalité d'accès aux médias, climat de liberté politique, etc.; d) besoins concrets d'assistance : ordinateurs, impression des formules d'inscription et des bulletins de vote, aide spécialisée pour la rédaction de textes juridiques, financement des services du responsable des élections, etc. La mission établit actuellement un rapport qui sera soumis à l'examen du gouvernement.

#### Mongolie

103. En réponse à une demande de services consultatifs et d'assistance technique présentée par le Gouvernement mongol pour l'élaboration du projet de Constitution, une mission a été envoyée à Oulan-Bator où elle a séjourné du 14 au 27 juin 1991. Elle était formée de deux experts de l'ONU et de deux fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme.

104. Elle était chargée de donner des avis aux autorités compétentes sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le droit constitutionnel. La mission a tenu plusieurs réunions de travail avec un groupe d'experts mongols désignés par le Parlement pour rédiger la nouvelle Constitution. Ces réunions ont été consacrées à des échanges de vues sur les divers aspects du projet et à l'examen des dispositions relatives aux droits de l'homme du point de vue du droit international se rapportant à ces droits et compte tenu des normes en la matière.

105. En outre, la mission a eu une série d'entretiens avec M. P. Ochirbat, président de la République populaire mongole, vice-président du Présidium du Grand Khural populaire (assemblée nationale), le président et les juges de la Cour suprême, les membres du Bureau du Procureur général ainsi que des représentants des partis politiques et d'organisations non gouvernementales. Le projet final de constitution a été présenté à l'Assemblée pour adoption à la fin de novembre 1991.



106. A cet égard, comme cela est indiqué au paragraphe 160 du présent rapport, le Centre pour les droits de l'homme a organisé à Oulan-Bator, du 28 octobre au 1er novembre, un cours national de formation sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et la législation nationale à l'intention des personnels chargés de l'administration de la justice. Le Centre assure aussi la publication d'un Recueil d'instruments internationaux en langue mongole.

#### Paraguay

107. Le Centre pour les droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement ont entrepris en 1990 un programme de coopération technique avec le Paraguay. Le programme, dont l'exécution relève du Ministère de la justice et du travail, a pour principal objectif d'aider le gouvernement à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour la promotion et la protection des droits de l'homme à la suite des changements survenus en février 1989 qui ont ouvert la voie au processus de démocratisation du pays.

108. A la demande du Gouvernement paraguayen, il a été créé en décembre 1990, au Ministère de la justice et du travail, un office des droits de l'homme qui joue le rôle de centre de coordination pour les activités menées par l'administration dans le domaine des droits de l'homme et coopère avec les organisations non gouvernementales. Les principaux objectifs du projet sont l'incorporation des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le système juridique paraguayen et l'adoption des mesures nécessaires pour créer une commission nationale des droits de l'homme formée de représentants de services publics et d'organisations non gouvernementales. Le Centre pour les droits de l'homme et le PNUD fournissent des consultants, des conférenciers, des bourses et la documentation voulue, et aident à organiser des ateliers et des stages de formation nationaux sur les droits de l'homme et à mener une campagne nationale de promotion et de sensibilisation.

109. Le Gouvernement paraguayen a réaffirmé qu'il souhaitait continuer à bénéficier du soutien et de la coopération de l'ONU, en particulier dans le domaine des droits de l'homme; à cette fin, il a élaboré en 1991 une stratégie dont la mise en oeuvre relève spécifiquement du Département des droits de l'homme du Ministère du travail, qui assure actuellement la coordination des activités des divers organismes publics s'occupant de cette question. Fondamentalement, le Centre prête son concours aux autorités nationales pour : promouvoir et diffuser l'information sur les droits de l'homme non seulement dans les universités et les écoles mais aussi parmi tous les groupes de la population; sensibiliser les responsables de l'application des lois aux questions touchant les droits de l'homme et leur donner une formation dans ce domaine; diffuser la documentation existante sur les droits de l'homme; procéder aux réformes législatives nécessaires en vue de garantir le plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans les divers instruments nationaux et internationaux relatifs à la protection des droits de l'homme.

110. En novembre 1991, le Centre pour les droits de l'homme et le Bureau du PNUD à Asunción ainsi que le Département des droits de l'homme du Ministère du travail ont organisé un colloque international consacré à une étude comparative des réformes constitutionnelles. Les participants étaient des

personnes directement concernées par la réforme constitutionnelle - candidats aux élections, parlementaires, fonctionnaires, universitaires, membres d'organisations non gouvernementales, représentants des populations autochtones et associations s'occupant de la protection des groupes les plus vulnérables, notamment.

111. Les travaux ont porté sur les sujets suivants : évaluation de l'expérience récente en matière de réforme constitutionnelle (Brésil, Colombie, Espagne et Pérou); liberté d'expression, importance du journalisme; les partis politiques dans la vie démocratique et la reconnaissance dans la Constitution de leur rôle en tant que vecteurs de la participation populaire; la Constitution et le rôle des femmes dans la société; la Constitution et la protection des enfants; reconnaissance dans la future Constitution de la nature pluriculturelle et pluriethnique du Paraguay; la crise des institutions et la primauté du droit, la nécessité et la portée d'une modification des dispositions de la Constitution relatives à l'état d'urgence; le droit international public dans les constitutions modernes, la prééminence sur les instruments relatifs aux droits de l'homme; les droits de l'homme dans les constitutions latino-américaines; le Marché commun du Sud.

#### Roumanie

112. A la demande du Gouvernement roumain, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme a fourni à la Roumanie des services consultatifs et une assistance technique pour l'élaboration de la nouvelle constitution en organisant un séminaire en décembre 1990 et en envoyant une mission dans le pays en février 1991.

113. Le 20 mai 1990, des élections présidentielles et législatives ont eu lieu dans le pays. Le Parlement nouvellement élu, qui est formé d'un sénat et d'une chambre des députés, avait entre autres tâches majeures celle de rédiger une nouvelle constitution. Les deux chambres du Parlement, qui réunies forment l'Assemblée constituante, ont créé une commission chargée d'établir un projet de constitution. Cette commission, qui se compose de 26 députés et sénateurs, devait d'abord définir les principes fondamentaux du projet, à des fins d'examen, de modification et d'approbation par l'Assemblée constituante. Elle devait ensuite rédiger le texte du projet en s'appuyant sur les principes fondamentaux approuvés par l'Assemblée puis le soumettre à l'examen de cette dernière. Après l'étude d'un avant-projet avec le Bureau permanent de l'Assemblée constituante, les "thèses" (principes fondamentaux) retenues pour l'élaboration du projet de constitution ont été rendues publiques au début du mois de décembre 1990 en vue d'ouvrir un débat général. Le 13 février 1991, l'Assemblée constituante a entrepris d'examiner ces principes de base.

114. En réponse à la demande du Gouvernement roumain qui souhaitait bénéficier de services consultatifs et d'une assistance technique pour la rédaction du projet de constitution, le Centre pour les droits de l'homme a organisé à Genève, du 10 au 14 décembre 1990, un séminaire sur les droits de l'homme et le droit constitutionnel à l'intention de cinq membres ou experts de la Commission parlementaire chargée de la rédaction du projet. Ces cinq personnes, qui représentaient différents partis politiques, se sont rendues

à Genève où elles ont rencontré plus d'une vingtaine de spécialistes pour examiner divers aspects des droits de l'homme au regard du droit constitutionnel. Les participants ont examiné principalement les sujets suivants : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention européenne des droits de l'homme et le droit constitutionnel, les droits de l'homme dans les Constitutions espagnole, namibienne et péruvienne, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le pouvoir judiciaire et le système pénitentiaire, l'état d'exception en droit constitutionnel, l'incorporation des droits économiques, sociaux et culturels dans le droit constitutionnel, le droit d'asile, les expériences nationales en matière de minorités, l'élaboration de textes de loi et le droit constitutionnel, l'institution du médiateur, les libertés syndicales, la Convention contre la torture, les procédures des Nations Unies en matière d'établissement de rapports périodiques conformément aux instruments relatifs aux droits de l'homme et en matière d'examen des plaintes, et le rôle des organisations non gouvernementales dans le domaine des droits de l'homme.

115. Le séminaire a été suivi de l'envoi en Roumanie un expert de l'ONU et deux fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme spécialistes des questions de droits de l'homme et du droit constitutionnel. Le BIT et le HCR ont en outre été consultés sur les "thèses" (principes fondamentaux). Les membres de la mission, qui s'est déroulée du 11 au 15 février, devaient donner leur point de vue sur les problèmes rencontrés dans le cadre de l'élaboration du projet de constitution soumis pour examen aux autorités compétentes, sans cependant avoir à déterminer la conformité du texte avec les normes internationales. Ils ont eu des réunions avec le bureau de la commission de l'Assemblée constituante chargée de rédiger la constitution, la commission elle-même, des membres de la Commission pour les droits de l'homme, les affaires religieuses et les minorités de la Chambre des députés, le Ministre de la justice, le Président de la Cour suprême et le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Ils ont assisté à la première séance de l'Assemblée constituante et au premier débat sur les "thèses" qui devaient être à la base du projet de constitution.

116. De très nombreux sujets ayant trait aux principes généraux ainsi qu'à certaines méthodes de rédaction ont été analysés du point de vue du droit international et du droit comparé avec les personnes participant à la rédaction de la nouvelle constitution. Toutes sortes de questions jugées importantes au regard des droits de l'homme ont été soulevées et débattues, encore qu'il n'ait pas été possible de procéder à un examen approfondi de tous les éléments du projet de constitution. Les questions majeures qui ont été traitées sont les suivantes : rang des normes internationales en droit interne; droits de l'homme : limitations autorisées; application des normes par les tribunaux; état d'exception; contrôle de constitutionnalité; indépendance du pouvoir judiciaire et des avocats; Conseil supérieur de la magistrature; l'avocat du peuple; droits des minorités.

117. Des personnes de tous les milieux ont exprimé leur appui au processus de transition vers un gouvernement démocratique par les élections de 1992. Tous les interlocuteurs des membres de la mission ont souligné qu'il était capital que la communauté internationale continue de suivre la question.

Le Chef de l'Etat, les membres du Conseil militaire, les partis politiques, la presse, les organisations non gouvernementales, les églises et les particuliers ont chaleureusement accueilli les membres de la mission et insisté sur la nécessité d'un intérêt soutenu.

118. Un rapport a été établi et soumis aux autorités roumaines. Outre un examen des problèmes et principes généraux, il contenait de nombreuses suggestions concrètes pour la rédaction de diverses dispositions ainsi qu'une liste récapitulative et un tableau comparatif des principales dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans les instruments internationaux pertinents et dans les "thèses" pour l'élaboration de la nouvelle constitution roumaine.

119. Depuis octobre 1991, le Centre exécute en Roumanie un projet à long terme comportant la fourniture d'une assistance technique au gouvernement pour l'élaboration de dispositions constitutionnelles et législatives ainsi que pour l'organisation de stages de formation à l'intention des personnels chargés d'administrer la justice, de séminaires et d'autres activités, et l'octroi d'un appui aux institutions nationales. Ce projet, dont la durée prévue est de deux à trois ans, sera financé par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.

2. Centres nationaux et sous-régionaux de documentation et de formation

a) Assistance à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

120. En 1991, le Centre pour les droits de l'homme a continué de collaborer avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et de lui prêter son concours pour le renforcement de ses infrastructures. A cette fin, le Centre a invité des membres de la Commission africaine à participer au stage de formation à l'intention des pays francophones d'Afrique organisé à San Remo (Italie) du 11 au 15 mars 1991, en coopération avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et avec le Gouvernement italien.

121. Le Centre pour les droits de l'homme a organisé, en collaboration avec la Commission africaine et avec le concours du Gouvernement égyptien, un séminaire international sur les normes relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice à l'intention de hauts fonctionnaires des Ministères de la justice, des relations extérieures et de l'intérieur des pays africains. Le séminaire a eu lieu au Caire, du 8 au 12 juillet 1991 (voir également plus loin, par. 153 à 156).

122. En 1991, le Centre a également pris des dispositions pour que le Président de la Commission africaine vienne exposer à la Commission des droits de l'homme l'activité de cet organe de l'OUA, et des représentants du Centre ont assisté aux deux sessions de la Commission, qui se sont tenues à Lagos en avril 1991 et à Banjul en octobre 1991. Dans l'action suivie qu'il mène pour aider la Commission africaine à renforcer ses infrastructures, le Centre joue le rôle d'organe centralisateur et coordinateur pour tous ceux qui souhaitent aider la Commission. En août 1991, le Centre et la Commission africaine ont

signé un accord de coopération technique en vertu duquel des fonds ont été fournis pour permettre à la Commission de financer l'acquisition de matériels de base et de recruter un juriste, un bibliothécaire et un stagiaire qui apporteront leur concours au Secrétaire de la Commission. L'accord prévoit l'octroi d'un soutien pour la mise en place des infrastructures dont la Commission africaine a besoin afin de mener ses activités de promotion et de protection, et en particulier la création d'un centre de documentation et d'information chargé notamment de : la diffusion d'informations sur la Charte africaine et sur les travaux de la Commission; la collecte de documents pertinents sur les activités de la Commission africaine ainsi que sur les activités d'autres organismes internationaux, nationaux et régionaux qui s'occupent des droits de l'homme; la collecte des textes des législations nationales et des décisions judiciaires en Afrique; l'organisation de séminaires, de colloques et de stages; l'octroi d'une assistance aux institutions nationales africaines ainsi qu'aux organisations non gouvernementales de la région dans le domaine des droits de l'homme; la réalisation de travaux de recherche; l'échange d'informations avec d'autres centres et institutions s'occupant des droits de l'homme aux niveaux régional, national et international.

b) Assistance à la Gambie

123. Le Centre pour les droits de l'homme a poursuivi, en 1991, l'exécution du programme de coopération avec le Gouvernement gambien entrepris en 1989, afin de renforcer les institutions juridiques de ce pays et de contribuer à la création, à Banjul, du Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme. L'essentiel de l'infrastructure du Centre africain est maintenant en place et le Centre a élaboré un programme détaillé comportant des projets précis dans le domaine des droits de l'homme. Il convient de signaler à cet égard que le Centre pour les droits de l'homme a notamment fourni en 1991 des ouvrages et une documentation sur les droits de l'homme pour faciliter les activités de formation du Centre africain. Afin d'éviter tout double emploi, cette assistance est coordonnée avec les activités analogues qui visent à créer un centre de documentation pour la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA. En 1991, le Centre pour les droits de l'homme a continué de fournir du matériel et de financer des activités de promotion afin d'aider le Directeur du Centre africain et son adjoint à recueillir des fonds.

124. Le Centre pour les droits de l'homme a également financé la participation du Directeur du Centre africain à des réunions telles que le Séminaire international sur les normes relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice qui s'est tenu au Caire en juillet 1991.

125. Le Centre pour les droits de l'homme a continué, en 1991, d'apporter son concours à l'ensemble des activités du Centre africain en fournissant les services de spécialistes qui ont participé aux stages de formation et en prenant part aux travaux de l'organe directeur du Centre africain.

c) Assistance à l'Institut arabe des droits de l'homme

126. Depuis la création de l'Institut arabe des droits de l'homme à Tunis, en 1989, le Centre a aidé l'Institut en mettant en place un centre de documentation pour promouvoir les droits de l'homme dans le monde arabe grâce à des stages de formation et à la diffusion d'informations.

127. En 1991, le Centre a continué de contribuer à l'acquisition de documents de référence sur les droits de l'homme et à fournir du matériel d'informatique et de traitement des données, et d'aider à assurer le fonctionnement de l'Institut. Le Centre, qui est membre du Conseil exécutif de l'Institut, a envoyé des représentants pour participer à un certain nombre d'activités de formation et d'enseignement organisées par l'Institut arabe au cours de l'année. En novembre 1991, le Centre et l'Institut arabe ont signé un accord d'assistance technique qui permettra à l'Institut de mener les activités suivantes : a) études bibliographiques, publication du Bulletin de l'Institut et du Bulletin des droits de l'homme, publication d'études spéciales sur des questions touchant les droits de l'homme; extension de la bibliothèque d'ouvrages de référence; b) recherche sur des questions particulières touchant les droits de l'homme dans différents pays du monde arabe, y compris des études sur différentes législations nationales; c) plusieurs ateliers et séminaires par an, avec la participation d'organisations non gouvernementales d'Etats arabes; d) un séminaire sur des questions concernant les migrants avec la participation d'experts européens et arabes.

d) Namibie

128. En application de la résolution 1990/60 de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de fournir les services consultatifs et autres formes d'assistance technique que le Gouvernement de la Namibie pourrait demander, le Centre pour les droits de l'homme a invité le Ministre de la justice et deux de ses conseillers à venir à Genève pour un échange de vues sur les modalités d'un programme d'assistance à la Namibie dans le domaine des droits de l'homme. Après cette visite, durant laquelle les représentants namibiens se sont entretenus avec le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme et d'autres hauts fonctionnaires du Centre, le Centre a reçu du Gouvernement namibien une demande détaillée d'assistance qu'il examine actuellement. Le projet en cours d'élaboration vise notamment à établir un centre national de documentation et de formation qui aidera à inculquer aux fonctionnaires namibiens une culture des droits de l'homme, favorisant ainsi la consolidation de la démocratie.

e) Pologne

129. Un programme de coopération entre le Centre et le Gouvernement polonais, destiné à renforcer les infrastructures existantes en matière de droits de l'homme, a été arrêté en mai 1991. Le principal objectif de ce programme est d'étendre l'application des normes internationales et d'élargir la participation du public dans le domaine des droits de l'homme par une diffusion plus large de l'information pertinente et par la formation d'administrateurs de la justice. Ce programme est conçu plus particulièrement à l'intention des parlementaires, des fonctionnaires, des magistrats,

des avocats, des responsables de l'application des lois, des enseignants, des étudiants et des organisations non gouvernementales qui jouent un rôle de catalyseur dans la société et pourraient avoir une influence positive sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

130. Le programme comprendra des projets précis - acquisition de matériel informatique, activités de formation, bourses d'études, traduction et publication en polonais de matériel relatif aux droits de l'homme et fourniture de documentation sur les droits de l'homme, notamment. Le programme vise à renforcer les institutions qui s'occupent déjà en Pologne d'information et de formation dans le domaine des droits de l'homme. Les institutions et organismes ci-après coopéreront notamment à sa mise en oeuvre : Centre des droits de l'homme de l'Académie polonaise des sciences à Poznan, Institut des droits de l'homme du Ministère de la justice, chaires d'enseignement des droits de l'homme des universités de Lubin et de Torun et Fondation des droits de l'homme du Comité d'Helsinki polonais.

f) Colombie

131. Le Centre pour les droits de l'homme exécute un projet d'assistance technique en coopération avec le Gouvernement colombien et le PNUD. L'objectif du programme, qui est mis en oeuvre par les services du Conseiller du Président pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme, est de renforcer en Colombie les institutions nationales chargées de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et de renforcer les infrastructures correspondantes. Au titre de ce programme, le Centre fournit des services consultatifs d'experts, des bourses, des livres et des documents, assure des stages de formation et contribue à la production de matériel d'enseignement des droits de l'homme. En 1991, des experts ont continué d'aider les autorités colombiennes pour la promotion des droits de l'homme, en particulier par l'éducation, et à propos des procédures à appliquer dans les cas de disparition forcée ou involontaire. On trouvera aux paragraphes 70 à 73 du précédent rapport du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1991/55) des renseignements supplémentaires sur les activités menées et sur les premiers résultats du programme de coopération entre le Gouvernement colombien, le PNUD et le Centre pour les droits de l'homme.

g) Uruguay

132. A la demande du Gouvernement uruguayen, un accord de coopération technique pour la promotion des droits de l'homme a été signé en 1990. En 1991, le Ministère uruguayen des relations extérieures a mis en place une unité des droits de l'homme chargée de coordonner les activités dans ce domaine et d'assurer l'exécution du projet de coopération technique avec le Centre pour les droits de l'homme. Les principaux objectifs du projet sont la diffusion d'informations sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur leur mise en oeuvre, et l'obtention d'une aide pratique pour la création d'infrastructures nationales en vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Les moyens employés sont la constitution d'une bibliothèque de base sur les droits de l'homme,

le recrutement d'experts nationaux spécialistes des droits de l'homme, l'organisation de stages de formation et de cours en matière de droits de l'homme et l'installation d'un système de traitement des données. Des stages de formation sont organisés à l'intention des fonctionnaires chargés de l'application des lois - membres de la police, magistrats et personnel pénitentiaire. Une compilation de la législation uruguayenne a été entreprise, en vue de la rendre plus conforme aux dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

3. Stages de formation, séminaires et ateliers

a) Stage de formation à l'intention des pays francophones d'Afrique (San Remo, Italie, 11-15 mars 1991)

133. En coopération avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et le Gouvernement italien, le Centre pour les droits de l'homme a organisé à San Remo, en mars 1991, un stage de formation sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice destiné aux fonctionnaires des pays francophones d'Afrique. Y ont pris part des fonctionnaires des pays suivants : Algérie, Bénin, Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Togo et Tunisie.

134. L'un des principaux objectifs de ce stage était de familiariser les fonctionnaires responsables de l'administration de la justice dans les pays francophones avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et leur application dans le domaine de l'administration de la justice. Les participants ont manifesté un intérêt particulier à l'égard des droits des détenus et des conditions de détention et ont soulevé la question de l'importance de l'assistance accordée aux pays pour leur permettre de renforcer leurs institutions pénitentiaires.

b) Atelier à l'intention des pays lusophones sur l'enseignement des droits de l'homme (Lisbonne, 8-12 avril 1991)

135. A la demande du Gouvernement portugais, le Centre pour les droits de l'homme a organisé en mai 1988, au titre du Programme de services consultatifs et d'assistance technique, un stage de formation à l'intention des fonctionnaires chargés d'appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme à l'échelon national et/ou d'établir les rapports périodiques présentés par les Etats parties en vertu des conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme.

136. Le Centre pour les droits de l'homme s'est félicité de la suggestion faite par le Gouvernement portugais d'organiser, pour donner suite à ce stage de formation, un atelier destiné aux enseignants des pays lusophones ainsi qu'aux fonctionnaires des Ministères des relations extérieures, de la justice et de l'éducation. Cette initiative se fondait sur une proposition présentée au Gouvernement portugais par le Centre international de formation pour l'enseignement relatif aux droits de l'homme et à la paix.



137. L'un des principaux objectifs de cet atelier était d'aider les éducateurs et les fonctionnaires de différents ministères à traiter les questions relatives aux droits de l'homme et à mieux comprendre le système international de promotion et de protection des droits de l'homme. L'atelier était plus particulièrement destiné à familiariser les participants avec les sujets suivants : le système des Nations Unies considéré dans ces rapports avec les droits de l'homme; les méthodes de surveillance (études de cas); l'adoption et l'entrée en vigueur d'un instrument international relatif aux droits de l'homme; les expériences nationales en matière d'approbation et d'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; le racisme et l'élimination de la discrimination raciale (études de cas); les droits de l'enfant et les problèmes liés à la réalisation de ces droits; les organisations régionales pour la protection des droits de l'homme; les méthodes d'enseignement des droits de l'homme. L'atelier revêtait une importance particulière pour les éducateurs des pays lusophones chargés de mettre au point l'enseignement des droits de l'homme dans les écoles primaires, secondaires et professionnelles.

138. Les Gouvernements de l'Angola, du Brésil, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe ont été invités à désigner chacun trois participants. En sa qualité de pays hôte, le Portugal comptait plusieurs participants. Des représentants d'organisations non gouvernementales locales, de comités nationaux pour l'UNICEF, l'UNESCO et la FAO et du Comité des droits de l'enfant (ONU) ont pris une part active à l'atelier.

139. A la fin de la réunion, les participants sont convenus que l'éducation et l'information relatives aux droits de l'homme étaient la clef de voûte du respect de ces droits et de la mise en oeuvre des normes s'y rapportant. Aussi ont-ils jugé nécessaire de diffuser largement la documentation de l'ONU relative aux droits de l'homme, ainsi que d'organiser dans chacun des sept pays lusophones des stages nationaux de formation sur les droits de l'homme, destinés en particulier aux fonctionnaires des Ministères de l'éducation.

c) Séminaire relatif aux normes internationales en matière de droits de l'homme et au droit constitutionnel à l'intention de spécialistes sud-africains (Genève, 17-20 juin 1991)

140. Dans sa résolution 45/176 A intitulée "Action internationale en vue d'éliminer l'apartheid", l'Assemblée générale a demandé que les mesures destinées à éliminer l'apartheid soient maintenues et qu'une aide et un soutien économiques, humanitaires, juridiques, éducatifs et autres soient apportés aux victimes de l'apartheid et à tous ceux, y compris les organisations précédemment interdites, qui s'opposent à l'apartheid et militent pour une société sud-africaine unie, non raciale et démocratique.

141. Dans le cadre du Programme de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme a cherché comment prêter assistance à ceux qui militent pour une société sud-africaine unie, non raciale et démocratique, conformément au vœu exprimé par l'Assemblée générale. Après des consultations approfondies et en étroite coopération avec le Centre contre l'apartheid, le Centre pour les droits de l'homme et le Conseil oecuménique des Eglises ont décidé d'organiser

un séminaire sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et le droit constitutionnel. Il s'agissait de réunir les spécialistes sud-africains participant à la préparation d'une nouvelle constitution et des experts internationaux pour leur permettre d'étudier comment les normes internationales en matière de droits de l'homme peuvent trouver leur expression dans les textes constitutionnels.

142. Le séminaire a eu lieu à Genève, du 17 au 20 juin 1991.

Trente-trois Sud-Africains associés à l'élaboration d'une nouvelle structure constitutionnelle en Afrique du Sud y ont pris part à titre personnel. Ils étaient issus de composantes très diverses de la société sud-africaine. Dix éminents experts internationaux ont été invités à présenter des exposés et à diriger les débats sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et sur la façon dont elles peuvent être intégrées au droit constitutionnel. Ont été abordés notamment les sujets suivants : normes internationales en matière de droits de l'homme et droit constitutionnel, eu égard en particulier à l'indépendance du système judiciaire; protection constitutionnelle des droits économiques, sociaux et culturels internationalement garantis; institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme : le médiateur; protection constitutionnelle des droits civils et politiques internationalement garantis; garanties constitutionnelles des droits de l'homme, notamment les recours judiciaires; droit constitutionnel, égalité, non-discrimination et élimination de toutes les formes de discrimination raciale; protection constitutionnelle des droits garantis par le Code international du travail; protection constitutionnelle des droits des minorités; garanties constitutionnelles pour l'indépendance du système judiciaire dans les pays de droit coutumier; promotion par l'UNESCO de la protection constitutionnelle des droits de l'homme.

143. A la fin du séminaire, un débat général a été consacré aux normes internationales touchant les droits de l'homme et au droit constitutionnel. Les participants ont indiqué qu'ils avaient vivement apprécié l'intérêt du séminaire et ont souvent évoqué le fait qu'il s'agissait là du premier débat relatif aux questions constitutionnelles organisé entre des Sud-Africains représentatifs d'autant de groupes différents.

144. Au cours du séminaire et par la suite, de nombreuses demandes d'assistance et d'activités supplémentaires pour la promotion de la connaissance et du respect des droits de l'homme dans le contexte sud-africain ont été reçues. Il a été suggéré d'organiser à l'avenir des séminaires analogues, réunissant des participants issus de groupes très divers, sur d'autres sujets - cour constitutionnelle, pouvoir judiciaire et normes à l'intention de la police, par exemple - et de mener des activités d'information et de formation. D'autres demandes portaient sur l'enseignement et les études avancées dans le domaine des droits de l'homme, les publications, et notamment le matériel pouvant servir à la formation d'enseignants, d'avocats, de magistrats et d'officiers de police, et la traduction et la diffusion de documentations relatives aux droits de l'homme. Une réflexion approfondie a été consacrée à l'identification des projets qui pourraient présenter une utilité, sur le plan des droits de l'homme, au cours de la période de transition qui va s'ouvrir. Ces demandes sont examinées en étroite coopération avec le Centre contre l'apartheid.

d) Stage de formation national sur la mise en oeuvre des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (Brasilia, 17-19 juin 1991)

145. En coopération avec le Gouvernement brésilien, le Centre pour les droits de l'homme a organisé à Brasilia un stage de formation national sur la mise en oeuvre des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Le but de ce stage était d'informer les participants sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et sur les mécanismes existants aux niveaux national et international.

146. Des représentants de l'administration de 27 provinces, les chefs de divers départements de la police militaire, des personnalités politiques, des administrateurs, des magistrats et d'éminents avocats du pays ont été invités à participer à une session intensive de trois jours sur les aspects fondamentaux des droits de l'homme et de l'administration de la justice. Une attention particulière a été prêtée à l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le droit national et aux meilleurs moyens de garantir que le Brésil s'acquitte, aux échelons national et international, des obligations qu'il a contractées en vertu d'instruments internationaux.

147. Ce stage a réuni plus de 100 participants. Ont été examinés notamment les sujets suivants : l'application à l'échelon national des normes internationales relatives aux droits de l'homme consacrées par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et par le Pacte relatif aux droits civils et politiques ainsi que par le Protocole facultatif se rapportant à ce dernier; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; la Convention relative aux droits de l'enfant; les autres déclarations et principes internationaux concernant l'administration de la justice et les droits de l'homme.

148. Parmi les principaux problèmes qui ont été spécifiquement abordés par les participants figure celui des enfants des rues et de la violation de leurs droits, eu égard en particulier à la possibilité de promouvoir et de protéger ces droits.

149. A la demande des autorités provinciales qui étaient présentes, il a été entendu que des sessions analogues seraient organisées à l'échelon local le plus rapidement possible. Les provinces pouvaient être groupées par régions et l'Organisation des Nations Unies serait invitée à patronner ces activités. Les participants ont fait valoir que le respect des droits de l'homme dépendait de la diffusion d'information destinée à sensibiliser l'opinion publique. A cet égard, le Centre pour les droits de l'homme a accepté de contribuer à l'organisation de sessions futures et de fournir au Brésil la documentation nécessaire pour faciliter la conduite de cette activité.

e) Stage de formation national sur l'application des mécanismes et procédures de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme (Caracas, 25-28 juin 1991)

150. En coopération avec le Gouvernement vénézuélien, le Centre pour les droits de l'homme a organisé à Caracas, du 25 au 28 juin 1991, le premier stage de formation national sur la mise en oeuvre des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, y compris le droit humanitaire international.

151. Plus de 80 fonctionnaires, juges et procureurs y ont pris part. Une attention particulière a été prêtée à l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les affaires internes; le débat a porté notamment sur la question du droit humanitaire international dans les conflits intérieurs. Des exposés ont été faits sur les sujets suivants : le système des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme, le Pacte relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif s'y rapportant, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits de l'enfant; une réunion spéciale a été consacrée au droit humanitaire international.

152. Les participants se sont intéressés plus particulièrement aux sujets suivants : l'administration de la justice, les droits des détenus, les conditions régnant dans les prisons et les centres de détention, et l'applicabilité des normes internationales relatives aux droits de l'homme aux questions qui se posent, à l'échelon national, dans le domaine des droits de l'homme. Ils ont demandé instamment au Centre pour les droits de l'homme de leur fournir toute la documentation possible et d'organiser des stages de formation locaux à l'intention des juges et des procureurs.

f) Atelier africain sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et l'administration de la justice (Le Caire, 8-12 juillet 1991)

153. Un séminaire régional sur les normes en matière de droits de l'homme et l'administration de la justice a été organisé au Caire, du 6 au 12 juillet 1991, par le Centre pour les droits de l'homme, dans le cadre de son programme de coopération technique avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et avec la collaboration du Gouvernement égyptien. Le séminaire, qui s'adressait aux hauts fonctionnaires des Ministères de la justice, des relations extérieures et de l'intérieur, a réuni plus de 100 participants de 41 pays africains. Les membres de la Commission économique pour l'Afrique ainsi que les représentants d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales africaines s'occupant des droits de l'homme y ont également assisté.

154. Les sujets ci-après ont été examinés : l'application des normes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice; les garanties de procédure aux stades des instructions et des poursuites judiciaires et la prévention de la torture; le traitement des détenus et prisonniers; la coopération internationale dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale; le rôle des avocats et l'indépendance du pouvoir judiciaire; les rapports à établir en application des principales conventions et les organes créés en vertu d'instruments internationaux; le racisme et la discrimination raciale; les institutions régionales pour la promotion et la protection des droits de l'homme : la Commission africaine et la primauté du droit dans la Charte africaine; les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme; le droit humanitaire et le droit concernant les réfugiés; les normes internationales du travail; les services consultatifs et l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme; la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993.

155. Les questions pour lesquelles les participants ont manifesté un intérêt plus particulier au cours des débats ont été les suivantes : la nécessité d'un pouvoir judiciaire réellement indépendant, l'application des procédures judiciaires ainsi que la pratique de la détention administrative, les difficultés d'accès aux tribunaux et à l'assistance judiciaire, et la longueur des instances judiciaires. Il a également été relevé que des contraintes financières ou le manque de soutien politique faisaient souvent obstacle au plein respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice.

156. Les participants ont souligné également la nécessité d'un effort d'information, d'éducation et de formation dans le domaine des droits de l'homme, les responsables de l'administration de la justice en Afrique n'ayant bien souvent qu'une connaissance insuffisante des normes en la matière.

g) Séminaire sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme organisé à l'intention des juges de la Cour suprême de Roumanie (Bucarest, 23-25 septembre 1991)

157. Un séminaire sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme a été organisé à l'intention des juges de la Cour suprême de Roumanie à Bucarest, du 23 au 25 septembre 1991, en coopération avec la Cour suprême et avec le Ministère des relations extérieures de la Roumanie. Il a permis aux juges de la Cour suprême de Roumanie et au Président de la Cour d'appel de district de débattre du droit international relatif aux droits de l'homme avec d'éminents experts internationaux. Il avait pour thème les droits de l'homme et le rôle du pouvoir judiciaire dans une société démocratique.

158. Les sujets suivants ont été examinés : l'Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme; les normes internationales relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice; l'interdépendance et l'impartialité des organes judiciaires; la Convention relative aux droits de l'enfant; les normes internationales relatives à la liberté de religion, de pensée et d'expression; les normes internationales relatives à l'égalité, à la prévention de la discrimination, aux minorités et à la liberté syndicale.

159. Le Centre pour les droits de l'homme a organisé, en coopération avec le Ministère des relations extérieures, une réunion d'information sur les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales. Conçue à l'intention d'organisations non gouvernementales roumaines très diverses, cette réunion a porté sur le système des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme et le rôle des organisations non gouvernementales. Les participants se sont félicités de l'occasion qui leur était ainsi offerte de débattre de ces questions avec des experts internationaux. C'était pour eux la première réunion de ce genre et ils sont convenus de rester en contact pour échanger des informations sur leurs activités respectives dans le domaine des droits de l'homme.

- h) Stage de formation national sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et la législation nationale (Oulan-Bator, 28 octobre-1er novembre 1991)

160. Un stage de formation sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et la législation nationale a été organisé à Oulan-Bator par le Centre pour les droits de l'homme en coopération avec le Ministère des relations extérieures de Mongolie. Plus de 100 personnes ont participé à ce stage qui s'adressait à des fonctionnaires occupant des postes clefs dans les Ministères de la justice, du travail, de l'intérieur et des relations extérieures, des représentants des autorités locales des différentes provinces de la Mongolie, des parlementaires, des fonctionnaires de la police, des hommes de loi, y compris des représentants du Bureau du Procureur général, de la Cour suprême et du barreau, ainsi que des représentants de plusieurs organisations s'occupant des droits de l'homme. L'objet de ce stage était principalement de faire mieux connaître et comprendre les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les mécanismes existants pour en assurer l'application.

- i) Stage de formation à l'intention des responsables de l'application des lois (La Valette, 9-19 décembre 1991)

161. Ce stage a été organisé conjointement par le Centre pour les droits de l'homme, le Service de la prévention de la criminalité et de la justice pénale et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, en collaboration avec le Gouvernement de Malte. Il a comporté trois sessions, dont deux ont été organisées en parallèle durant la première semaine, la troisième occupant la seconde semaine. Chaque session s'adressait à une catégorie particulière de responsables de l'application des lois, à savoir : a) adjoints au préfet de police, commissaires et inspecteurs; b) officiers subalternes des services de sécurité; c) officiers subalternes du service d'investigation pénale.

162. Les participants au stage ont étudié les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle, le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Ce stage a présenté cette particularité intéressante que des exposés y ont été faits par des officiers de police. C'est une méthode que le Centre a déjà utilisée,

notamment à l'occasion d'ateliers organisés en Amérique latine. Elle a l'avantage de permettre un échange de vues entre l'orateur invité - un officier de police - et les responsables de l'application des lois participant au stage.

163. Celui qui a été organisé à Malte a fourni l'occasion d'expérimenter un programme spécialement conçu auprès d'un échantillon important et représentatif de responsables de l'application des lois. Malte est un petit Etat qui compte environ 350 000 habitants vivant sur un territoire peu étendu. Sa police se compose de quelque 1 600 hommes, dont 200 environ sont des officiers. Son armée comprend à peu près 1 200 hommes dont 60 officiers, et ses services des douanes, quelque 150 hommes dont 30 officiers. La moitié environ des 300 officiers de la force publique de Malte ont participé à ce stage de formation pilote à l'intention des fonctionnaires de la police. Cet échantillon est représentatif et les résultats du stage fourniront des renseignements fiables sur lesquels on pourra utilement s'appuyer pour développer plus avant un programme spécifique sur les droits de l'homme et la prévention de la criminalité à l'intention des responsables de l'application des lois.

j) Séminaire latino-américain sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement économique et social (Santiago du Chili, 9-13 décembre 1991)

164. Au cours de ce séminaire, organisé par le Centre pour les droits de l'homme en coopération avec le Gouvernement chilien, des experts en droits de l'homme et des représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales d'Amérique latine ont analysé l'interdépendance de la démocratie, du respect des droits de l'homme, du développement et de la justice sociale dans le contexte latino-américain.

165. Parmi les questions examinées durant ce séminaire figurent : la protection internationale de la démocratie; l'expérience latino-américaine des obstacles à la démocratie; les droits de l'homme et le développement économique et social; les régimes interaméricains de protection des droits de l'homme; le rôle de la coopération technique dans la promotion et la protection des droits de l'homme; la mise en oeuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme; la participation populaire, facteur du développement et de la pleine réalisation des droits de l'homme; le programme de services consultatifs et d'assistance technique de l'ONU; la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

166. Les débats ont permis aux participants d'affiner leurs connaissances; ils ont exprimé leur satisfaction de ce surcroît de savoir sur lequel ils pourraient s'appuyer dans les nombreuses activités différentes qu'ils mènent. La même remarque s'applique au Centre et à la préparation du soutien qu'il apportera à l'avenir aux activités en Amérique latine. Il est envisagé de publier le texte des principales interventions et des débats pour contribuer au progrès de la réflexion dans ce domaine.

4. Autres activités

a) Assistance à la Guinée

167. Le Centre pour les droits de l'homme a continué de fournir une assistance à la Guinée en 1991 : il a financé la reproduction sur cassettes audio du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a été traduit en 1990 dans les quatre principales langues locales du pays. Ces activités font suite au stage national de formation sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme qui a été organisé par le Centre à Conakry du 17 au 22 avril 1989, en coopération avec le Gouvernement guinéen.

b) Groupe de travail chargé d'élaborer un manuel d'enseignement des droits de l'homme destiné aux écoles de service social (Genève, 11-17 septembre 1991)

168. A la demande du Gouvernement brésilien, le Centre pour les droits de l'homme a organisé, du 11 au 17 septembre 1991, en coopération avec la Fédération internationale des assistants sociaux, un groupe de travail chargé d'élaborer le projet final du programme d'enseignement des droits de l'homme destiné aux écoles de service social. Faisaient partie de ce groupe de travail le Président de la Fédération internationale des assistants sociaux, les membres d'Afrique, d'Asie et du Pacifique et d'Europe de la Commission des droits de l'homme de la Fédération ainsi que le secrétaire de la Commission, le Secrétaire général de l'Association internationale des écoles de service social, des éducateurs d'assistants sociaux d'Europe, le Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des assistants sociaux et un représentant de l'UNESCO. Au-delà du drame qu'il constitue sur le plan individuel, le déni des droits de l'homme et des libertés fondamentales ouvre la voie à l'agitation sociale et politique et engendre la violence et les conflits. Les travailleurs sociaux ont affaire aux groupes les plus vulnérables du point de vue des droits de l'homme. Ils ont une obligation toute particulière de veiller au respect des procédures et à la satisfaction des besoins.

169. Le projet du programme d'études sera mis à l'essai et révisé dans un certain nombre d'écoles d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord; le texte final sera ensuite imprimé et largement diffusé. Ce programme vise à faire acquérir aux élèves des écoles de service social, au personnel enseignant et aux travailleurs sociaux une meilleure connaissance et une conscience accrue des problèmes et préoccupations touchant les droits de l'homme.

IV. ACTIVITES FUTURES

Demandes de coopération additionnelles et en suspens

170. Les activités futures du programme de services consultatifs et d'assistance technique de l'ONU continueront de se conformer aux directives énoncées dans la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et dans les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme. De même, le Secrétaire général tiendra compte, comme par le passé, des observations et



des vues formulées par les gouvernements lors de l'examen du programme par la Commission. De plus, le Secrétaire général s'assurera que les principes directeurs élaborés récemment par le Centre au sujet de l'attribution des ressources disponibles au titre du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme sont dûment appliqués lors de la formulation et de l'exécution des projets. Il veillera également à assurer une étroite coordination entre les activités financées au titre du programme ordinaire de services consultatifs et celles dont le financement est imputé au Fonds de contributions volontaires. Une étroite coordination sera maintenue avec les autres programmes du système des Nations Unies.

171. Les demandes de services consultatifs et d'assistance technique énumérées ci-après sont à l'étude. Dans le cas d'un certain nombre d'Etats Membres, des pourparlers, plus ou moins avancés, sont en cours concernant la mise en place de centres nationaux de documentation et de formation dans le domaine des droits de l'homme au titre de projets conjoints entre les autorités concernées et le Centre pour les droits de l'homme. L'exécution et les modalités de ces activités dépendront des ressources humaines et financières qui seront disponibles pour la mise en oeuvre du programme, et notamment de celles qu'offrira le Fonds de contributions volontaires.

#### Afrique

- |                           |  |
|---------------------------|--|
| <u>Angola</u>             | Stage de formation sur les normes internationales dans le domaine des droits de l'homme;   |
| <u>Bénin</u>              | Demande d'aide (locaux, matériel de bureau, livres, formation et bourses d'études) présentée par la Commission des droits de l'homme du Bénin (organisation non gouvernementale) et appuyée par le gouvernement; |
| <u>Burundi</u>            | Formation dans le domaine des droits de l'homme et enseignement de ces droits, services consultatifs d'experts et fourniture de documentation;   |
| <u>Cameroun</u>           | Mise en place à Yaoundé d'un institut sous-régional des droits de l'homme;   |
| <u>Côte d'Ivoire</u>      | Organisation d'un cours de formation sur l'élaboration des rapports périodiques destinés aux organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies;  |
| <u>Gambie</u>             | Poursuite du programme d'assistance technique au Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme;  |
| <u>Guinée équatoriale</u> | Conformément à la résolution 1991/80 de la Commission, fourniture des services consultatifs et autres formes appropriées d'assistance dans le domaine des droits de l'homme que le gouvernement pourra demander; |

<u>Madagascar</u>	Bourses d'études et stages de formation à l'intention des juges, des professeurs de droit et des responsables de l'application des lois; organisation d'un stage de formation à Tananarive;
<u>Malawi</u>	Proposition du représentant du PNUD au Malawi tendant à organiser un séminaire de haut niveau sur la criminalité et le développement et à réaliser une étude de faisabilité pour évaluer les besoins dans le domaine de la protection sociale et des droits de l'homme;
<u>Maroc</u>	Mise en place d'un centre de documentation et de formation;
<u>Mauritanie</u>	Assistance aux autorités pour la ratification de différents instruments relatifs aux droits de l'homme; adaptation de la législation aux dispositions de ces instruments;
<u>Namibie</u>	Large assistance, conformément à la résolution 1990/60 de la Commission;
<u>République centrafricaine</u>	Stage de formation sur les instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme;
<u>Rwanda</u>	Activités de formation et d'information et fourniture de documentation dans le domaine des droits de l'homme;
<u>Sénégal</u>	Bourses d'études et mise en place d'un centre de documentation et de formation;
<u>Soudan</u>	Assistance technique dans le domaine des droits de l'homme;
<u>Swaziland</u>	Stage de formation sur les normes internationales dans le domaine des droits de l'homme;
<u>Tanzanie</u>	Assistance pour la création d'un centre de documentation et de formation;
<u>Tunisie</u>	Poursuite de l'assistance à l'Institut des droits de l'homme, en particulier pour ses activités de formation;
<u>Zaire</u>	Aide à l'organisation de séminaires dans tout le pays afin de sensibiliser tels ou tels groupes aux questions concernant les droits de l'homme;
<u>Organisation de l'unité africaine</u>	Poursuite du programme de coopération technique avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, entrepris en 1988; le Centre élabore un programme global d'activités.

### Asie et Pacifique

- Cambodge Conduite d'activités dans le domaine des droits de l'homme, en coopération avec les organismes et institutions spécialisés compétents des Nations Unies, dans le cadre du plan de paix élaboré par l'ONU;
- Indonésie Atelier sur les arrangements régionaux pour la région de l'Asie et du Pacifique;
- Iran Stage de formation sur les rapports à établir en vertu de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Mongolie Stage de formation national sur l'administration de la justice et les droits de l'homme, en 1992; publication, dans la langue du pays, des instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme;
- Népal Traduction et publication de matériel relatif aux droits de l'homme; organisation de séminaires nationaux à l'intention des responsables de l'application des lois;
- Philippines Programme national de formation destiné à des chercheurs spécialisés dans le domaine des droits de l'homme et création d'un institut des droits de l'homme pour l'Asie et le Pacifique;
- Thaïlande Mise en place, au Bureau du Procureur général, d'un service de la protection des droits civils et de l'assistance judiciaire.

### Europe

- Albanie Services d'experts pour la rédaction de la Constitution et de textes législatifs, la formation des responsables de l'application des lois et la création d'une faculté de droit;
- Espagne Atelier sur les droits de l'homme pour la région de l'Europe;
- Pologne Poursuite du programme, acquisition de matériel informatique, activités de formation, bourses d'études, traduction en polonais et publication de matériel relatif aux droits de l'homme et fourniture d'ouvrages consacrés à ces droits;
- République fédérative tchèque et slovaque Stage national de formation et autre forme d'assistance technique, y compris la création d'un centre de documentation et de formation;

Roumanie Fourniture de services d'experts pour aider les autorités roumaines à mener à bien le processus législatif; mise en place d'un centre de documentation et de recherche dans le domaine des droits de l'homme;

Ukraine Création et développement d'un centre national de documentation et de formation; stages de formation nationaux, ateliers internationaux, bourses d'études et documentation.

Amérique latine

Argentine Organisation de stages de formation nationaux sur les droits de l'homme et l'administration de la justice;

Bolivie Organisation d'un stage de formation national sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

Brésil Ateliers sur les droits de l'homme et l'administration de la justice;

Colombie Poursuite du programme conjoint PNUD/Centre pour les droits de l'homme visant à renforcer les infrastructures au service des droits de l'homme;

Costa Rica Renforcement des institutions nationales (médiateur);

Equateur Renforcement des institutions nationales afin d'inculquer au personnel de la police les principes relatifs aux droits de l'homme et de former des administrateurs de la justice;

Guatemala Assistance à la Commission des communautés autochtones du Congrès pour l'élaboration d'un projet de législation sur les peuples autochtones;

Honduras Appui aux activités menées par le gouvernement pour développer et renforcer les institutions et les infrastructures;

Paraguay Poursuite de l'aide au renforcement des institutions nationales, en collaboration avec le PNUD;

Pérou Aide au renforcement des institutions nationales.

Annexe I

ONU : FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE  
DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

	<u>US\$</u>
Contributions reçues au 31 décembre 1991 .....	4 846 000
Annonces de contributions reçues au 31 décembre 1991 .....	384 600
Total (arrondi) .....	5 230 600
Montants décaissés de la création du Fonds au 31 décembre 1991 .....	- 2 617 000
Report à 1992 .....	2 613 600
Engagements déjà pris pour l'année 1992 .....	- 1 352 800
Solde .....	1 260 800

Utilisation durant l'année 1991

Services consultatifs d'experts .....	143 285
Renforcement d'institutions régionales et nationales au service des droits de l'homme (y compris l'organisation d'un séminaire sur ce sujet à Paris) .....	706 110
Stages de formation et ateliers .....	367 455
Séminaires ayant pour but de faire une place aux droits de l'homme dans les pays nouvellement démocratisés ou de permettre de débattre de la politique à suivre .....	514 265
Livres et autres matériels, traductions, etc. ....	50 285
Total .....	1 781 400

Engagements afférents à des projets en 1991Situation au 23 décembre 1991

Le tableau ci-dessous indique les montants alloués à tous les projets financés en 1991 grâce au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Dans le cas de certains des projets, ces montants correspondent à des crédits alloués pour des exercices précédents qui ont été reportés. Il convient également de noter que, certains projets ayant été différés, ceux de 1991 ne portent pas toujours des numéros qui se suivent. La présence d'un astérisque indique que le projet a été achevé.

<u>Projet No</u>	<u>Activité</u>	<u>Montant alloué pour 1991 (milliers de \$US) (y compris les 13 % équivalant aux dépenses d'appui)</u>
1988/2*	Coopération technique pour le renforcement du Centre de documentation (Ouganda)	5.6
1988/3*	Programme de pays pour le renforcement des infrastructures dans le domaine des droits de l'homme (Guatemala)	17.2
1989/1*	Publications sur les droits de l'homme dans les langues locales (Guinée)	7.6
1989/3 et Add.1*	Renforcement des institutions régionales : Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme (Gambie)	50.8
1990/1*	Institut arabe des droits de l'homme, Tunis	36.2
1990/2*	Programme de pays : renforcement des institutions nationales (Paraguay)	54.2
1990/4*	Stage de formation sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme (Uruguay)	37.4
1990/5*	Coopération technique pour les élections (Roumanie)	18.1
1990/6*	Atelier sur les arrangements régionaux (Philippines)	152.1
1990/7*	Renforcement des institutions régionales : Coopération avec la Commission africaine (OUA)	52.3

<u>Projet No</u>	<u>Activité</u>	<u>Montant alloué</u> <u>pour 1991</u> (milliers de \$US) (y compris les 13 % équivalant aux dépenses d'appui)
1990/12	Histoire de la Convention relative aux droits de l'enfant	8.5
1990/13*	Coopération technique : services consultatifs d'experts pour la réforme constitutionnelle (Roumanie)	43.3
1991/1*	Stage de formation sur la mise en oeuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'administration de la justice (San Remo)	147.2
1991/2*	Stage de formation sur les droits de l'homme (Portugal)	77.3
1991/3*	Coopération technique : élaboration d'une nouvelle constitution (Mongolie)	28.8
1991/3/Add.1*	Stage de formation sur les normes relatives aux droits de l'homme et la législation nationale (Mongolie)	79.7
1991/4*	Coopération technique : services consultatifs pour des élections démocratiques (Albanie)	15.5
1991/5	Programme de pays : renforcement des infrastructures nationales dans le domaine des droits de l'homme (Uruguay)	39.0
1991/6*	Stage de formation sur la mise en oeuvre des mécanismes de protection des droits de l'homme (Brésil)	29.8
1991/7*	Stage de formation sur la mise en oeuvre des mécanismes de protection des droits de l'homme (Venezuela)	14.9
1991/8*	Séminaire africain sur les normes relatives aux droits de l'homme et l'administration de la justice (Le Caire)	224.6
1991/9	Programme de pays : renforcement des infrastructures nationales dans le domaine des droits de l'homme (Pologne)	141.3

<u>Projet No</u>	<u>Activité</u>	<u>Montant alloué pour 1991</u> (milliers de \$US) (y compris les 13 % équivalant aux dépenses d'appui)
1991/10*	Séminaire sur le droit constitutionnel - Afrique du Sud (Genève)	169.2
1991/11	Renforcement des institutions régionales : coopération avec la Commission africaine (OUA)	192.0
1991/12	Programme de pays : renforcement des infrastructures nationales dans le domaine des droits de l'homme (Paraguay)	39.9
1991/13*	Séminaire sur les institutions nationales (Paris)	273.2
1991/14*	Renforcement des institutions régionales : Institut arabe des droits de l'homme, Tunis	19.8
1991/15	Renforcement des infrastructures dans le domaine des droits de l'homme (Bulgarie)	39.5
1991/16	Renforcement des institutions régionales pour la protection et la promotion des droits de l'homme : Centre africain d'études relatives à la démocratie et aux droits de l'homme (Gambie)	24.9
1991/17*	Séminaire sur l'élaboration d'un programme d'études destiné aux écoles internationales de service social (Genève)	29.4
1991/18*	Séminaire sur les normes relatives aux droits de l'homme (Roumanie)	34.8
1991/19	Services consultatifs d'experts portant sur les aspects juridiques et techniques des élections (Lesotho)	23.3
1991/21*	Séminaire latino-américain sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement (Chili)	65.3
1991/22*	Publications : diffusion d'instruments dans des langues locales (Guinée)	16.6
1991/23*	Stage de formation à l'intention des responsables de l'application des lois (Malte)	25.4
1991/24*	Renforcement des institutions régionales : Institut arabe des droits de l'homme, Tunis	155.8



Annexe II

CONTRIBUTIONS AU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE  
DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME AU 31 DECEMBRE 1991

Gouvernement	Montant	Date de l'annonce de contribution	Equivalent en US\$	Date de versement	Montant versé (US\$)
ALLEMAGNE a/	DM 40 000	Mars 1988	24 054	Avril 1988	24 054
2)	DM 40 000	Janv. 1989	21 755	Mars 1989	21 755
3)	US\$ 23 557		23 557	Mars 1990	23 557
4)	US\$ 23 454		23 454	Août 1991	23 454
AUSTRALIE	\$A 10 000	Fév. 1989	8 815	Fév. 1989	8 815
2)	\$A 20 000	Déc. 1990	15 600	Fév. 1991	15 600
AUTRICHE	US\$ 10 000	Déc. 1988	10 000	Déc. 1988	10 000
2)	US\$ 10 000	Déc. 1989	10 000	Déc. 1989	10 000
3)	US\$ 20 000		20 000	Oct. 1991	20 000
CANADA	Can\$ 150 000	Sept. 1987	113 636	Sept. 1987	113 636
COLOMBIE			10 000	Avril 1991	10 000
DANEMARK	DKr 700 000	Avril 1990	108 493	Août 1990	108 493
2)	DKr 1 800 000	Mars 1991	264 492	Oct. 1991	264 492
FINLANDE	Fmk 50 000	Mars 1988	12 195	Avril 1988	12 195
2)	Fmk 60 000	Mars 1989	14 405	Avril 1989	14 405
3)	Fmk 250 000	Juin 1989	56 884	Août 1989	56 884
4)			17 972	Août 1990	17 972
5)			117 188	Déc. 1990	117 188
6)			352 016	Mai 1991	352 016
7)			18 703	Mai 1991	18 703
8)	Fmk 1 387 500	Déc. 1991	(322 674)		
FRANCE	FF 500 000	Nov. 1988	80 386	Mai 1989	80 386
2)	FF 567 000	Avril 1990	98 780	Avril 1990	98 780
3)			34 843	Août 1990	34 843
4)	FF 400 000		76 336	Oct. 1990	76 336
5)	FF 1 415 845		273 329	Fév. 1991	273 329
6)	FF 400 000		69 565	Oct. 1991	69 565
GRECE			5 000	Avril 1991	5 000
HONGRIE	US\$ 2 500	Sept. 1989	2 500	Oct. 1989	2 500
2)			2 500	Oct. 1990	2 500
ITALIE	US\$ 50 000	Juin 1988	50 000	Juil. 1988	50 000
2)	US\$ 99 990	Janv. 1989	99 990	Juin 1990	99 990
3)	US\$ 177 570	Juin 1989	177 570	Sept.89-Fév.90	177 570
4)	Lit 170 000 000	Juin 1991	133 543	Oct. 1991	133 543
TOTAL PARTIEL					2 347 561

Gouvernement	Montant	Date de l'annonce de contribution		Equivalent en US\$	Date de versement		Montant ver (US\$)	
						Report	2 347 561	
IRLANDE	£Ir	2 000	Mars	1991	3 572	Mars	1991	3 572
JAPON	US\$	50 000	Mars	1989	50 000	Déc.	1989	50 000
2)					50 000	Avril	1991	50 000
NORVEGE	NKr	1 000 000	Janv.	1988	157 356	Janv.	1988	157 356
2)					160 456	Janv.	1990	160 456
3)	FS	331 440	Mars	1991	253 008	Mars	1991	253 008
NOUVELLE-ZELANDE	US\$	10 432	Août	1988	10 432	Août	1988	10 432
2)	US\$	9 392	Juin	1989	9 392	Juin	1989	9 392
3)	US\$	9 432			9 432	Mars	1990	9 432
4)	\$NZ	16 000	Mai	1991	9 427	Mai	1991	9 427
PANAMA					1 000	Nov.	1990	1 000
2)					1 000	Août	1991	1 000
PAYS-BAS	f.	100 000	Mars	1988	46 713	Août	1988	46 713
2)					50 652	Déc.	1989	50 652
3)					24 935	Oct.	1990	24 935
4)	f.	60 000	Déc.	1990	35 740	Déc.	1990	35 740
PORTUGAL					10 000	Mars	1991	10 000
ROYAUME-UNI	FS	48 400	Mars	1988	34 820	Mars	1988	34 820
2)	£	30 000	Mars	1989	56 775	Août	1990	56 775
3)	£	30 000	Fév.	1991	57 370	Fév.	1991	57 370
SUEDE	SKr	2 000 000	Juin	1988	334 616	Juin	1988	334 616
2)					61 543	Juin	1990	61 543
3)	SKr	3 000 000	Fév.	1991	506 985	Déc.	1991	506 985
4)					332 881	Juin	1991	332 881
SUISSE	FS	55 000	Déc.	1989	36 424	Janv.	1990	36 424
2)	FS	50 000	Déc.	1990	38 559	Janv.	1991	38 559
3)					2 500	Nov.	1991	2 500
4)	FS	80 000	Déc.	1991	(59 259)			
TOGO	FCFA	500 000	Mai	1988	(1 730)			
URUGUAY	US\$	1 000	Mai	1989	1 000	Juin	1989	1 000
						TOTAL PARTIEL		2 346 588
	TOTAL							4 694 149

Organisations non gouvernementales	Montant	Date de l'annonce de contribution	Equivalent en US\$	Date de versement	Montant versé (US\$)
				Report	4 694 149
Fondation culturelle islamique	FS	8 345	5 282		5 282
Minnesota Lawyers Int. H.R. Committee		100			100
Prix de la paix au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme	FS	6 788	4 269		4 269
Union mondiale des aveugles	US\$	1 000	Déc. 1987	(1 000)	
Vente des montres "Droits de l'homme"					
1)	FS	26 409	15 814		15 814
2)	FS	11 244	8 853		8 853
Katherine Winckler Trust	US\$	73 969	Fév. 1991	73 969	73 969
				TOTAL PARTIEL	108 287
TOTAL .....		384 663	(Contributions annoncées mais non versées)		4 846 031 (Versés)
TOTAL GENERAL .....					5 230 694

a/ Les chiffres indiqués pour les années 1988, 1989 et 1990 correspondent aux contributions de la République fédérale d'Allemagne.